

CHRONIQUES DE BIBLIOTHÈQUE
ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

N° 80

Été 2009

Rayons Ouverts



Liberté Chercher des livres de lecture **L'AVENIR**

3 ÉDITORIAL

DOSSIER : LA LIBERTÉ DE LIRE, D'HIER À AUJOURD'HUI

- 6 Lire en bibliothèque au XIX^e siècle
- 8 L'Institut canadien de Montréal, une institution phare de la liberté de lire
- 11 Alexandre Vattermare, un précurseur / Des Instituts canadiens partout...
- 12 Un Institut ancré dans son temps
- 14 Un heureux dénouement
- 16 Passion et conciliation : les archives de l'Institut canadien de Montréal et de l'Institut canadien de Québec
- 18 L'affaire Guibord
- 19 L'Œuvre des bons livres et le Cabinet de lecture paroissial : d'une bibliothèque paroissiale à un complexe culturel catholique
- 22 L'acquisition de documents dans les bibliothèques au XIX^e siècle
- 25 Les raisons de la difficile émergence de la bibliothèque publique au Québec
- 27 Des bibliothèques publiques, pour aujourd'hui et pour demain
- 30 L'autocensure dans le développement des collections publiques : « un angle mort »
- LA VIE DE BAnQ
- 34 Un nouveau PDG à BAnQ
- Le congrès de l'Association canadienne des bibliothèques
- 35 L'information à la demande pour les francophones
- 36 Le portail de BAnQ fait peau neuve
- 38 Une invitation de prestige : BAnQ au Salon international du livre ancien et de l'estampe, à Paris
- RUBRIQUES
- 33 Dans l'atelier de restauration
- 37 Le livre sous toutes ses coutures
- 40 D'art et de culture
- 41 Comptes rendus de lectures
- 42 Calendrier culturel (juillet, août, septembre, octobre 2009)
- 44 Coup d'œil sur les acquisitions patrimoniales

Errata

L'exemplaire reproduit sur l'image 2 en page 5 du numéro 79 d'*À rayons ouverts* est celui de BAnQ. La mention « Archives du Chemin de fer Canadien Pacifique, A6587 » constitue une mention de copyright demandée par l'ayant droit et non une mention de localisation d'exemplaire.

Le couple de danseurs qui apparaît sur l'image de gauche en page 24 du numéro 79 d'*À rayons ouverts* est Yves Nolin et Anne Carrier et non Louis Robitaille et Anik Bissonnette tel qu'indiqué dans la légende. Merci à madame Marie Beaulieu, historienne de la danse et directrice du département de danse de l'Université du Québec à Montréal, de nous avoir signalé cette erreur.

3. EDITORIAL

- Derrière l'écriture du livre, il y a un auteur et un éditeur.
- 6 Lire en bibliothèque au sixième siècle
- 8 L'Institut canadien de Montréal, une institution phare de la librairie de la ville
- 11 Alexandre Varreimont, un précurseur : Des Instituts canadiens partout
- 12 Un Institut ancré dans son temps
- 14 Un heureux dénouement
- 16 Paix ou concubinage : les archives de l'Institut canadien de Montréal et de l'Institut canadien de Québec
- 18 L'affaire Garboust
- 19 L'Éditeur des bons livres et le Cabinet de lecture paroissial : d'une bibliothèque paroissiale à un complexe culturel catholique
- 22 L'exposition de documents dans les bibliothèques au sixième siècle
- 25 Les raisons de la difficile émergence de la bibliothèque publique au Québec
- 27 Des bibliothèques publiques, pour aujourd'hui et pour demain
- 30 L'effacement dans le développement des collections publiques : un angle mort
- La Vie de BAnQ
- 34 Un nouveau PDG à BAnQ
- 36 Le congrès de l'Association canadienne des bibliothèques
- 38 L'infériorité à la demande pour les francophones
- 40 Le portrait de BAnQ fait peau neuve
- 42 Une invitation de prestige : BAnQ au Salon international du livre ancien et de l'estampe, à Paris
- Rubriques
- 43 Dans l'atelier de restauration
- 47 Le livre sous toutes ses coutures
- 49 D'art et de culture
- 41 Comptes rendus de lectures
- 42 Calendrier culturel (juillet, août, septembre, octobre 2009)
- 44 Coup d'œil sur les acquisitions patrimoniales

Front

Les exemplaires reproduits sur l'annexe A (à page 3 du numéro 29) d'*À rayons ouverts* ont été tirés de BAnQ. L'Université d'Archives du Québec de l'Institut canadien de la Bibliothèque (AICB) a autorisé une mention de copyright desquels pour l'œuvre d'art et pour une mention de localisation d'exemplaires.

Le couple de données qui apparaît sur l'onglet de gauche en page 24 du numéro 29 d'*À rayons ouverts* est Yves Sédin et Anne Carrière et pour Louis Robitaille et Anik Dussanville tel qu'indiqué dans la légende. Merci à madame Marie Beaudin, bibliothécaire de la documentation et directrice du département de documentation de l'Université du Québec à Montréal, de nous avoir autorisé cette œuvre.

Note sur les illustrations

À moins d'avis contraire, les illustrations figurant dans *À rayons ouverts* sont tirées de documents issus des collections de BAnQ. Les légendes des documents d'archives de l'institution comportent la mention du centre d'archives où ils sont conservés et du fonds dont ils font partie afin de permettre de les retracer à l'aide de l'outil Postcard. Tous les autres documents de BAnQ présents dans la revue peuvent être trouvés en consultant le catalogue Iris. Ces deux outils de recherche sont disponibles au www.banq.qc.ca.

Redactrice en chef

Sophie Montreuil

Adjointe à la rédaction

Michèle Lefebvre

Collaboratrices à l'iconographie

Nathalie Ducharme, Carole McLançon

Conception graphique

Marie Violaine Lamarche

Révision linguistique

Nicolas Raymond, Martin Duches

Production

Martine Lavoie

Photographie

Bernard Fougères, p. 27-28

Bernard Lambert, p. 34, en haut

Sophie Lusselle, p. 34, en bas

Pierre Perrault, p. 3, 33, 38-39

© Bibliothèque et Archives nationales

du Québec

Dépot légal : 3^e trimestre 2009

ISSN 0835-8672

Cette publication est réalisée par Bibliothèque et Archives nationales du Québec. Nous tenons à remercier les artistes ainsi que les entreprises qui ont bien voulu nous permettre de reproduire leurs œuvres et leurs documents. La reproduction des textes est autorisée avec mention de la source.

La revue *À rayons ouverts, chroniques de Bibliothèque et Archives nationales du Québec* est publiée trimestriellement et distribuée gratuitement à toute personne qui en fait la demande. On peut se la procurer ou s'y abonner en s'adressant par écrit à :

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Direction des communications et des relations publiques
475, boulevard De Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2L 5C4

ou par courriel à : aro@banq.qc.ca

On peut consulter *À rayons ouverts* sur notre portail Internet au www.banq.qc.ca.

Bibliothèque
et Archives
nationales

Québec



par LISE BISSENETTE
Présidente-directrice générale




Un appel d'air pour notre temps

Il m'est souvent arrivé, en présentant Bibliothèque et Archives nationales du Québec d'en parler d'abord comme d'un « espace de liberté ». Certains s'en étonnent dans la mesure où, dans un pays tel le nôtre, les libertés paraissent acquises et révolus les combats pour les préserver. Je n'en suis pas moins convaincue que plusieurs conditionnements, tapis sous des formes nouvelles et inoffensives en apparence, continuent à contraindre la vie intellectuelle. Les débats actuels sur la commercialisation croissante de la recherche et son inféodation aux marchés, sur la privatisation sournoise des réseaux virtuels d'accès au savoir, sur le soutien public et privé aux industries du spectacle au détriment des lieux de développement culturel, nous rappellent que des censures subtiles ont succédé aux censures ouvertes, que l'espace disponible aux échanges non mercantiles tend à s'amenuiser plutôt qu'à croître, malgré notre richesse collective.

Il y a donc une ligne directe entre Bibliothèque et Archives nationales du Québec et le désormais lointain Institut canadien de Montréal (1844-1880), dont nous avons acquis récemment, de l'Institut Fraser-Hickson, les collections encore disponibles ainsi que les archives. La présente édition d'*À rayons ouverts* en évoque l'inspirante histoire et le désolant destin. Certes, nous n'avons rien connu de semblable aux adversités qui ont éteint ce rare lieu éclairé du sombre XIX^e siècle québécois, les mandements assassins n'ont plus cours, la soumission craintive a fait son temps (ou presque). Mais cette aventure qui a précédé la nôtre d'un siècle demeure une source d'inspiration, et un rappel constant des raisons de l'existence d'une institution comme BAnQ, qui n'est pas d'abord un ensemble de services mais bien l'incarnation contemporaine de la vie libre de l'esprit dans la cité.

D'autres groupes peuvent participer au travail de résistance à la cooptation utilitariste des milieux d'éducation par le marché du travail, et des milieux de culture par ceux du commerce spectaculaire. Les dissidences relèvent toutefois de l'initiative privée (groupes communautaires, économie sociale, réseaux culturels) ou ont une mission plus circonscrite (musées, compagnies artistiques). Ce sont là nos partenaires et amis. Mais dans le domaine public, nous offrons le carrefour le plus inclusif, le plus accessible et le plus ouvert qui soit sur tous les savoirs qui nourrissent, protègent et font progresser la liberté intellectuelle. D'où la prolifération actuelle des bibliothèques, petites, moyennes et grandes, et des lieux de mémoire que sont les centres d'archives. On les planifie et les présente comme des « équipements » ou des « infrastructures » ; ils sont en réalité des victoires sur la fatalité, et l'ignorance qui n'a jamais fini de tenter sa chance en nos contrées. Leur développement n'est pas une simple tendance mais la réponse à un besoin encore mal reconnu, diffus, mais réel. Un appel d'air pour notre temps.

Les dernières lignes que je signe dans *À rayons ouverts* portent cet appel, signe de ma confiance envers une institution qui m'a personnellement comblée, et dont j'ai assumé la direction avec le sentiment, constant et entier, de vivre un rare privilège.



*La liberté de lire,
d'hier à aujourd'hui*

Les collections de livres naissent, s'épanouissent et, souvent, finissent par tomber dans l'oubli... sinon en poussière. Rares sont celles qui ont la chance d'entamer une seconde vie. En l'acquantant en 2000, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) a permis la renaissance de la collection de l'Institut canadien de Montréal, association laïque du xix^e siècle brisée par le clergé parce qu'elle s'opposait à la censure dans sa bibliothèque.

Ce qui subsiste aujourd'hui représente à peine plus de la moitié de la collection d'origine. Il s'agit de documents d'archives et de quelque 1380 titres qui se déclinent en 3140 unités matérielles, données à BAnQ par l'Institut Fraser-Hickson. Ce dernier en avait hérité en 1885, cinq ans après la fermeture de l'Institut canadien de Montréal.

Fidèle à sa mission de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois, BAnQ a procédé au catalogage des documents, à leur réparation et à leur restauration. En plus de mettre cette collection à la disposition du grand public et des chercheurs, l'institution a tenu à réaliser une exposition, à organiser des conférences et à produire diverses publications afin de favoriser la redécouverte d'une association qui a profondément marqué la vie intellectuelle québécoise au xix^e siècle.

Le dossier du présent numéro d'*À rayons ouverts* s'inscrit dans ce désir de diffuser une collection unique et de rappeler l'histoire encore proche de cette bibliothèque qui a dû se battre, contre vents et marées, pour faire prévaloir la liberté de lire. Le dossier dresse également un portrait succinct de la situation particulière des bibliothèques québécoises au xix^e siècle et du chemin parcouru depuis cette époque. Malgré une amélioration spectaculaire, notre accès au livre est encore aujourd'hui obscurci par quelques zones d'ombre, ne serait-ce qu'une certaine autocensure, parfois non consciente, qui surgit sournoisement dans le choix des documents.

Et même si les bibliothèques prospèrent aujourd'hui sous le signe de l'ouverture, l'histoire de l'Institut canadien de Montréal peut encore servir d'avertissement, car la liberté n'est jamais loin à l'air acquis. ■





par MICHÈLE LEFEBVRE, agente de recherche et commissaire de l'exposition *L'Institut canadien de Montréal : tolérance et liberté de penser*, Direction de la recherche et de l'édition

Les collections de livres naissent, s'épanouissent et, souvent, finissent par tomber dans l'oubli... sinon en poussière. Rares sont celles qui ont la chance d'entamer une seconde vie. En l'acquérant en 2006, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) a permis la renaissance de la collection de l'Institut canadien de Montréal, association laïque du XIX^e siècle brisée par le clergé parce qu'elle s'opposait à la censure dans sa bibliothèque.

Ce qui subsiste aujourd'hui représente à peine plus de la moitié de la collection d'origine. Il s'agit de documents d'archives et de quelque 1380 titres qui se déclinent en 3140 unités matérielles, donnés à BAnQ par l'Institut Fraser-Hickson. Ce dernier en avait hérité en 1885, cinq ans après la fermeture de l'Institut canadien de Montréal.

Fidèle à sa mission de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois, BAnQ a procédé au catalogage des documents, à leur réparation et à leur restauration. En plus de mettre cette collection à la disposition du grand public et des chercheurs, l'institution a tenu à réaliser une exposition, à organiser des conférences et à produire diverses publications afin de favoriser la redécouverte d'une association qui a profondément marqué la vie intellectuelle québécoise au XIX^e siècle.

Le dossier du présent numéro d'*À rayons ouverts* s'inscrit dans ce désir de diffuser une collection unique et de rappeler l'histoire encore proche de cette bibliothèque qui a dû se battre, contre vents et marées, pour faire prévaloir la liberté de lire. Le dossier dresse également un portrait succinct de la situation particulière des bibliothèques québécoises au XIX^e siècle et du chemin parcouru depuis cette époque. Malgré une amélioration spectaculaire, notre accès au livre est encore aujourd'hui obscurci par quelques zones d'ombre, ne serait-ce qu'une certaine autocensure, parfois non consciente, qui surgit sournoisement dans le choix des documents.

Et même si les bibliothèques prospèrent aujourd'hui sous le signe de l'ouverture, l'histoire de l'Institut canadien de Montréal peut encore servir d'avertissement, car la liberté n'est jamais tout à fait acquise. ■



Lire en bibliothèque au XIX^e siècle



par MICHÈLE LEFEBVRE,
agente de recherche,
Direction de la recherche et de l'édition

Les amoureux du livre ne disposent pas, avant la seconde moitié du XIX^e siècle, de bibliothèques publiques telles qu'on les connaît aujourd'hui, c'est-à-dire financées par les fonds publics, gérées par les municipalités et ouvertes gratuitement à tous.

Certains érudits bénéficient parfois d'un accès à des bibliothèques de collectionneurs ou de congrégations religieuses. Mais les lettrés, de plus en plus nombreux à une époque où l'alphabétisation progresse rapidement, souhaitent profiter de vastes collections que peu ont les moyens d'acquérir à titre personnel.

Ce besoin amène la création de bibliothèques circulantes, qui sont essentiellement des commerces où l'on peut louer des livres à l'unité. La rentabilité étant une condition nécessaire à l'existence de ces bibliothèques, les frais d'abonnement et de location empêchent les moins fortunés d'y avoir accès. Leur survie n'est pas toujours facile à assurer, surtout dans une colonie relativement peu peuplée.

On fonde également des bibliothèques de souscriptions. Celles-ci sont créées par des regroupements d'individus qui mettent des fonds en commun – des souscriptions – afin de les constituer et d'en assurer la gestion. La recherche de profit est dans ce cas absente, mais encore une fois, il faut déboursier une certaine somme d'argent pour pouvoir emprunter des livres. Au Québec, durant la première moitié du XIX^e siècle, ces bibliothèques servent surtout la communauté anglophone.

Par ailleurs, des associations professionnelles apparaissent et certaines se dotent de bibliothèques pour répondre à leurs besoins : associations de marchands, d'avocats, de médecins, etc. Cependant, les collections de ces établissements sont surtout axées sur des domaines de connaissances liés au travail des membres et n'ont donc pas de visée encyclopédique.

Le développement industriel entraîne pour sa part un besoin en ouvriers spécialisés instruits. Pour permettre aux artisans de se tenir au courant des innovations techniques, on crée des instituts, surtout connus sous le nom anglais de *mechanics' institutes*, car ils sont d'origine britannique. Ces instituts d'artisans jouent un rôle d'éducation permanente en offrant à une classe sociale non privilégiée un enseignement utile et un accès à des bibliothèques au contenu d'abord technique.



INSTITUT DES ARTISANTS—MONTREAL.

Institut des artisans. — Montréal, gravure tirée de Pierre-Joseph-Olivier Chauveau. Relation du voyage de Son Altesse Royale le prince de Galles en Amérique. Montréal, imprimé et publié par Émile Senécal, 1860, entre p. 60 et 61.

On s'adresse encore ici à des clientèles relativement ciblées, ce qui empêche une partie de la population lettrée d'avoir accès à une bibliothèque. De nouvelles associations à but culturel apparaissent alors, d'abord dans les milieux anglophones, puis chez les francophones. Fondées par des citoyens qui souhaitent voir la culture s'épanouir dans leur ville, elles s'adressent à tous. Elles se dotent naturellement de bibliothèques : elles affichent cependant des visées plus larges de développement et d'ouverture à la culture et au savoir.

Ces bibliothèques laïques, qu'on appelle alors « publiques » parce qu'elles sont théoriquement accessibles à tous, fonctionnent en grande partie grâce à des fonds privés. Elles échappent donc au contrôle du clergé catholique du Québec. S'inquiétant des « mauvaises » lectures qu'on pourrait théoriquement y faire, l'Église décide de créer un réseau de bibliothèques paroissiales, gérées par les curés des paroisses. Ces dernières constitueront longtemps la seule ressource des lecteurs et freineront l'émergence de bibliothèques réellement publiques et neutres dans la province. ■



Library and Art Building, Sherbrooke, PQ, carte postale, Montréal, Montreal Import Co., 19-?

L'Institut canadien de Montréal, une institution phare de la liberté de lire

par MICHÈLE LEFEBVRE, agente de recherche, Direction de la recherche et de l'édition

C'était le 17 décembre 1844. Sept heures du soir venaient de sonner. On pouvait voir çà et là plusieurs petits groupes de jeunes hommes longeant les principales rues et se dirigeant vers le centre de notre ville. Qu'y avait-il donc de si extraordinaire? Où allait cette foule de jeunes gens?... Suivez-les dans la petite rue S[ain]t-Jacques, entrez dans le couloir où ils se précipitent avec ardeur, montez à la salle de la société d'histoire naturelle et vous verrez ce qu'ils y vont faire.

Répondant à l'appel de plusieurs jeunes amis de leur pays qui sentaient le besoin de créer un point de ralliement pour la jeunesse de Montréal, un centre d'émulation, où chaque jeune homme entrant dans le monde pourrait venir s'inspirer d'un pur patriotisme, s'instruire en profitant des avantages d'une bibliothèque commune et s'habituer à parler en prenant part aux travaux de cette tribune ouverte à toutes les classes et à toutes les conditions, plus de 200 jeunes gens s'étaient réunis dans ce forum improvisé, où l'on discutait l'opportunité, l'utilité et la nécessité de jeter les bases d'une association qui pourrait atteindre ce triple but¹.

Ainsi naît l'Institut canadien de Montréal, fondé « dans un but d'union, d'instruction mutuelle et de progrès général ». Calquée sur le modèle préconisé par Alexandre Vattemare (voir encadré, page 11), cette association se dote dès sa création d'une bibliothèque de prêt et d'une « chambre de nouvelles » consacrée à la lecture des journaux. Toutes les grandes tendances politiques et religieuses sont représentées dans la collection d'imprimés. Les membres de l'Institut exercent leur droit de parole en participant aux nombreuses conférences organisées par l'association. Un musée s'adjoindra à la bibliothèque en 1864.

M^{re} Bourget contre l'Institut

Au départ, l'Institut, qui se veut rassembleur, est apolitique et ouvert à toutes les classes sociales. Dans un contexte politique explosif, quelques années seulement après les rébellions de 1837-1838 et l'union des deux Canadas, qui enlève aux habitants du Bas-Canada une partie de leur pouvoir politique, la portion de l'Institut favorable aux idées libérales radicales de Louis-Joseph Papineau prend cependant de l'expansion.



Édifice de l'Institut canadien augmenté d'un étage, s. d.
Photographie non identifiée. Centre d'archives de Montréal,
collection Edouard-Zotique Massicotte, albums de rues.





Monseigneur Ignace Bourget, deuxième évêque de Montréal, 1864. Photographie: studio Netman
Centre d'archives de l'Outaouais, fond: Famille Focari

Le clergé, et plus particulièrement M^{gr} Bourget, évêque de Montréal, s'inquiète de cet institut un peu frondeur qui se veut ouvert à tous et à toutes les idées, d'autant plus qu'en 1850, l'Institut modifie sa constitution afin de permettre à des personnes de toutes les nationalités et de toutes les confessions religieuses d'en faire partie. Auparavant, seuls les Canadiens français catholiques y étaient théoriquement admis.

M^{gr} Bourget fulmine contre les « mauvais » livres de l'Institut, cette « source empoisonnée ». Il exhorte ainsi les fidèles : « Ne lisez aucun livre dont la doctrine et la morale ne soient pas approuvées par l'Église. Au besoin, consultez là-dessus vos pasteurs. Car le choix des bons livres est pour vous tous une chose sérieuse et difficile à faire². » Notons que certains ouvrages de la bibliothèque de l'Institut font partie de l'*Index des livres prohibés* de l'Église romaine.

De son propre chef, l'évêque de Montréal va condamner une première fois l'Institut, en 1858, puis il obtiendra 10 ans plus tard une condamnation officielle de la Sainte Congrégation de l'Inquisition générale de Rome, de même que la mise à l'Index des annuaires de l'Institut pour 1868 et 1869. Il s'agit des premiers ouvrages canadiens-français à avoir été intégrés à l'Index.

En fait, ce que M^{gr} Bourget réclame, c'est rien de moins que le contrôle de la bibliothèque. En se basant sur le concile de Trente, qui s'est déroulé trois siècles plus tôt, il affirme même que l'Église « se trouve incontestablement investie du droit de régler l'administration de toutes les bibliothèques du monde³ ».

Une lutte contre la censure

C'est donc la question de la censure des bibliothèques qui se pose. Or, qu'est-ce qu'un « mauvais » livre ? Qui est habilité à trancher ?

Louis-Antoine Dessaulles, neveu de Louis-Joseph Papineau, libéral radical et membre de l'Institut, va devenir le défenseur acharné de la tolérance et de la liberté de penser, contre M^{gr} Bourget. Dans un discours prononcé à l'Institut en 1862, Dessaulles s'interroge :

Il est toujours facile, Messieurs, de faire une longue tirade de lieux communs, d'écrire des phrases à perte d'haleine sur le danger des mauvaises lectures, car il y a toujours une certaine somme de vrai dans les idées qu'on exprime, v[u] que tel livre, parfaitement inoffensif pour l'un, peut ne pas l'être pour l'autre.

[...]

Maintenant, de ce principe « que toute lecture n'est pas bonne à tout le monde », va-t-on déduire cet autre principe : qu'une bibliothèque ne doit contenir que des livres inoffensifs À TOUT LE MONDE ? Il faudra donc mesurer la bibliothèque à l'ignorance et non à l'instruction ! Il faudra donc qu'un homme instruit se contente de livres où il n'aura rien à apprendre ! Va-t-on donner des permis d'après le caractère, le degré d'instruction ? Qui sera juge⁴ ? ►

DISCOURS

L'INSTITUT CANADIEN

PRÉSENTÉ PAR

L'HON. L. A. DESSAULLES

MONTREAL
PRESSE DE MONTREAL LE PAYS
(1863)

Discours sur l'Institut canadien prononcé par l'Hon. L. A. Dessaulles, président de l'Institut, à la séance du 23 décembre 1862, à l'occasion du dix-huitième anniversaire de sa fondation. Montréal, Presses du journal Le Pays, 1863.

L'Institut s'insurge contre cette ingérence religieuse dans une institution laïque et, contre vents et marées, maintient intacte sa collection. En 1870, alors que l'association compte près de 800 membres, 13% de ses livres figurent à l'Index. Les 10 ouvrages les plus empruntés entre 1865 et 1875 sont tous des romans prohibés : sept ont été écrits par le prolifique Alexandre Dumas et trois par l'écrivain socialiste Eugène Sue. Les romans constituent d'ailleurs les trois quarts des documents empruntés au cours de ces mêmes années.

Cette obstination à repousser la censure ecclésiastique aura de graves conséquences sur la vie de certains des membres de l'Institut. Mis au ban de l'Église, ils se voient refuser l'absolution, on les menace d'excommunication. Leur mise à l'écart culminera avec l'affaire Guibord (voir encadré, page 18).

Bien qu'une partie de la population se range derrière le clergé et refuse de fréquenter l'Institut, certains Montréalais sont prêts à braver l'interdit pour profiter d'ouvrages rares et de romans qu'on ne peut trouver nulle part ailleurs. Des artisans, des commis, des tailleurs et des policiers côtoient des avocats, des notaires et des médecins pour emprunter leurs livres préférés. Les personnes des classes sociales plus modestes deviennent plus nombreuses à emprunter des ouvrages à l'Institut à partir de 1872, alors que celui-ci rend l'abonnement à sa bibliothèque gratuit. L'année 1877 voit le prêt annuel dépasser les 6000 ouvrages pour une collection de 10 000 volumes.

La fin de la guerre

Mais il devient évident que le clergé a gagné la guerre. La réputation de l'Institut a souffert des procès liés à l'affaire Guibord, de même que son portefeuille. Son désir de rendre gratuit l'accès à la bibliothèque l'a privé d'une partie de ses revenus. Depuis le début des années 1870, une crise économique mondiale sévit et l'Institut n'arrive plus à louer les locaux du rez-de-chaussée de son édifice, ou alors à moitié prix seulement, ce qui le prive d'un autre revenu. Ses dettes deviennent criantes.

Le 6 août 1880, l'Institut canadien de Montréal doit fermer ses portes. Cinq ans plus tard, l'association fait don de sa bibliothèque à l'Institut Fraser, à la condition que sa collection demeure accessible gratuitement à tous et qu'elle continue à être enrichie par des titres de langue française. Malheureusement, la population francophone fréquentera peu cette bibliothèque associée à la communauté anglophone.

En 1880, les Canadiens français ont perdu, et pour longtemps, la liberté de lire. ■

1. Jean-Baptiste-Eric Dorion, *Institut-canadien en 1852*, Montréal, W. H. Rowen, 1852, p. 7-8.
2. M^r Ignace Bourget, *Lettres pastorales de Mgr. l'évêque de Montréal contre les erreurs du temps*, Montréal, Plinguet & Laplante, 1858?, p. 9.
3. *Ibid.*, p. 21.
4. Louis-Antoine Dessaulles, *Discours sur l'Institut canadien prononcé par l'Hon. L. A. Dessaulles, président de l'Institut, à la séance du 23 décembre 1862, à l'occasion du dix-huitième anniversaire de sa fondation*, Montréal, Presses du journal Le Pays, 1863, p. 8.

Alexandre Vattemare, un précurseur

À l'automne 1840, Alexandre Vattemare, célèbre ventriloque français, arrive au Bas-Canada. Il souhaite y faire la promotion du système international d'échange de doubles d'imprimés et d'objets muséaux qu'il a créé.

Convaincu de l'importance du savoir pour cimenter l'humanité, il propose à Montréal et à Québec la création d'un institut, gratuit et ouvert à tous, réunissant en un même lieu une bibliothèque, une salle de conférence et un musée. Son projet suscite l'enthousiasme général. Certains y voient une façon de rapprocher les classes sociales et les deux communautés canadiennes déchirées par une situation politique explosive; d'autres mettent plutôt l'accent sur son rôle de soutien dans l'éducation populaire.

Les instituts semblent en bonne voie d'être mis sur pied. Malheureusement, le départ de Vattemare en mars 1841 et le bouleversement des institutions politiques causé par la promulgation de l'union des deux Canadas contribuent à faire avorter le projet. Les Instituts canadiens, qui naîtront quelques années plus tard, seront fortement inspirés des projets d'instituts Vattemare. ■

Des Instituts canadiens partout...

Le modèle de l'Institut canadien de Montréal, le premier en son genre, sera imité dans de nombreuses villes du Québec et même dans les communautés franco-canadiennes de l'Ontario. Québec, Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, Joliette, Sorel, Saint-Jean, Berthier, Ottawa, Toronto, toutes les villes de quelque importance, et même de modestes bourgs, auront leur Institut canadien, qui se limite parfois à une salle de lecture offrant quelques journaux.

À une époque où le régime de l'Union est instauré dans le but avoué d'assimiler les Canadiens français à la communauté anglo-saxonne, les Instituts canadiens sont vus comme un levier pour une jeunesse francophone désireuse de s'affirmer en tant que groupe culturel et d'accéder à une position satisfaisante dans une société qui lui est contraire. Parfaire sa formation au moyen d'une bibliothèque, s'exercer à la vie publique en débattant lors de conférences, développer ses talents littéraires en rédigeant essais et discours, voilà autant de méthodes utilisées par ces jeunes gens pour atteindre leurs objectifs. Beaucoup de personnalités des milieux politiques et littéraires auront fréquenté, en début de carrière, les Instituts canadiens.

Le développement de ces instituts est d'ailleurs soutenu par l'adoption, en 1851, d'un acte favorisant l'incorporation et l'octroi de subventions aux associations de bibliothèques. En 1857, pas moins de 64 Instituts canadiens sont en activité. Cependant, la lutte féroce du clergé contre l'Institut canadien de Montréal et le retrait progressif des subventions gouvernementales entraînent le déclin des instituts dès les années 1860.

Aujourd'hui, seul l'Institut canadien de Québec, fondé en 1848, entre autres par Octave Crémazie et François-Xavier Garneau, existe encore, en partie peut-être parce qu'il se plia à la censure imposée par l'Église. Il gère le réseau des bibliothèques publiques de la ville de Québec. ■



Quartier Vieux-Québec.
Rue Dauphine, angle Saint-Siméon.
Institut canadien et la bibliothèque
municipale, 1944.
Photographie: J. E. Livernois.
Centre d'archives de Québec.
Fonds J. E. Livernois 140.

Un Institut ancré dans son temps

par MICHÈLE LEFEBVRE, agente de recherche, Direction de la recherche et de l'édition

La chronologie qui suit retrace les grands jalons de l'existence de l'Institut canadien de Montréal. Ceux-ci sont mis en parallèle avec quelques événements politiques et culturels importants qui ont eu lieu à la même époque.

- 1837-1838 Rébellions des patriotes, réprimées par l'armée anglaise, qui se solderont par l'exil, la déportation ou la pendaison des meneurs.
- 1837 Début de l'arrivée au Bas-Canada de congrégations religieuses enseignantes qui renforceront la mainmise du clergé sur l'éducation.
- 1837 Publication du premier roman canadien-français, *L'influence d'un livre*, de Philippe-Ignace-François Aubert de Gaspé.
- 1840 Début de la parution des *Mélanges religieux*, qui diffuseront les idées de M^{re} Ignace Bourget, évêque de Montréal.
- 1840-1841 Élaboration sans lendemain du projet d'instituts Vattermare à Québec et à Montréal.
- 1841 Entrée en vigueur de l'Acte d'Union, qui réunit le Bas-Canada et le Haut-Canada dans le but d'assimiler les Canadiens français.
- 1841 Adoption de la *Loi de l'instruction publique*, à l'origine du système d'écoles primaires québécois.
- 1844 Création par les sulpiciens de Montréal de l'Œuvre des bons livres, bibliothèque paroissiale.
- 1844 Fondation de l'Institut canadien de Montréal.
- 1845 Publication du premier volume de l'*Histoire du Canada* de François-Xavier Garneau, œuvre capitale de la littérature canadienne-française du XIX^e siècle.
- 1847 Début de la parution du journal *L'Avenir*, organe de communication des libéraux radicaux.
- 1848 Révolution de février en France, qui amène provisoirement une république démocratique avec suffrage universel.
- 1848 Révolution romaine, qui oblige le pape Pie IX à céder une partie de son pouvoir temporel à un gouvernement constitutionnel.
- 1848 Octroi du gouvernement responsable au Canada-Uni.
- 1848 Élection, aux postes d'officiers de l'Institut canadien de Montréal, de plusieurs libéraux radicaux proches de Louis-Joseph Papineau; début des tensions internes entre les radicaux et les modérés.
- 1848 Publication, par un des membres fondateurs de l'Institut, James Huston, des trois premiers volumes du Répertoire national, première compilation d'œuvres canadiennes-françaises.
- 1850 Destruction par un incendie des archives et de la bibliothèque de l'Institut.
- 1850 Modification de la constitution de l'Institut pour permettre à des personnes de toutes les nationalités et de toutes les confessions religieuses d'en faire partie.
- 1851 Adoption par le Canada-Uni d'un acte facilitant l'incorporation des associations de bibliothèques et d'artisans ainsi que l'octroi de subventions à celles-ci, ce qui favorisera la fondation d'Instituts canadiens dans de nombreuses villes.
- 1851 Tenue à Londres de la première exposition universelle.
- 1852 Publication du premier catalogue de livres de l'Institut.

- 1852 Création du journal *Le Pays* qui, tout en étant moins radical que *L'Avenir*, soutient les grandes idées démocratiques.
- 1852 Fondation à Québec de l'Université Laval, première université canadienne-française catholique.
- 1853 Incorporation de l'Institut.
- 1854 Acquisition d'un immeuble, rue Notre-Dame, pour loger l'Institut.
- 1855 Abolition de la tenure seigneuriale.
- 1857 Création du Cabinet de lecture paroissial par les sulpiciens de Montréal dans le but de faire concurrence à l'Institut canadien de Montréal.
- 1858 Condamnation de l'Institut par M^{re} Bourget.
- 1858 Scission à l'Institut : 138 membres favorables à la censure de la bibliothèque quittent l'association pour fonder l'Institut canadien-français.
- 1859 Publication par Charles Darwin de l'ouvrage *De l'origine des espèces par voie de sélection naturelle*.
- 1861 Visite à Montréal du prince Napoléon, qui fait un don généreux de livres, de cartes et de gravures à l'Institut.
- 1861 Début de la guerre de Sécession aux États-Unis.
- 1864 Établissement à l'Institut d'un musée permanent exposant une variété d'objets d'art.
- 1865 Appel adressé à Rome par 17 membres catholiques de l'Institut afin que le pape tranche quant à la légitimité de la condamnation prononcée par M^{re} Bourget contre l'association.
- 1865 Abolition de l'esclavage aux États-Unis.
- 1866 Inauguration du nouvel édifice de l'Institut, bâti sur le même terrain que l'ancien, au 111, rue Notre-Dame.
- 1866 Première liaison télégraphique entre l'Europe et l'Amérique.
- 1867 Naissance de la Confédération canadienne, qui réunit le Québec, l'Ontario, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick.
- 1869 Mise à l'Index de l'*Annuaire de l'Institut-canadien* pour 1868, contenant le fameux discours sur la tolérance de Louis-Antoine Dessaulles.
- 1869 Mort de Joseph Guibord, membre de l'Institut canadien : refus du clergé de l'inhumer en terre consacrée.
- 1870 Mise à l'Index de l'*Annuaire de l'Institut-canadien* pour 1869, qui condamne la décision du clergé dans l'affaire Guibord.
- 1870 Publication du second catalogue de livres de l'Institut.
- 1871 Proclamation en France de la Commune, premier gouvernement révolutionnaire prolétarien.
- 1872 Modification de la constitution de l'Institut pour rendre gratuit l'abonnement à la bibliothèque.
- 1873 Début d'une longue crise économique mondiale.
- 1874 Victoire, après quatre procès, de l'Institut sur l'Église dans l'affaire Guibord, le jugement définitif du Conseil privé de Londres autorisant l'inhumation en terre consacrée de Joseph Guibord.
- 1875 Enterrement de Joseph Guibord au cimetière catholique Notre-Dame-des-Neiges, sous la protection de la police et de l'armée en raison de la vive opposition populaire.
- 1876 Invention du téléphone par Alexander Graham Bell.
- 1878 Introduction de l'éclairage électrique au Canada, à Montréal.
- 1880 Fermeture des locaux de l'Institut en raison de difficultés financières.
- 1880 Remise d'un prix Montyon de l'Académie française au poète québécois Louis-Honoré Fréchette.
- 1882 Prêt temporaire de la bibliothèque de l'Institut au Club canadien.
- 1885 Donation de la bibliothèque à l'Institut Fraser, à la condition que celui-ci fasse en sorte que la collection soit accessible gratuitement.
- 2006 Acquisition, par Bibliothèque et Archives nationales du Québec, de la bibliothèque et des archives de l'Institut canadien de Montréal, jusqu'alors détenues par l'Institut Fraser-Hickson. La collection comprend aujourd'hui 1 380 titres et des documents d'archives.

Un heureux dénouement

par DANIEL CHOUINARD, coordonnateur des achats, dons et échanges,
Direction des acquisitions de la collection patrimoniale



Un coin de la bibliothèque Fraser,
rue Dorchester, s. d.
Centre d'archives de Montréal,
collection Édouard-Zotique
Massicotte, albums de rues

Le 30 octobre 2006, les représentants de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et de l'Institut Fraser-Hickson ont signé à Montréal une entente concernant le transfert de propriété de la collection de l'Institut canadien de Montréal. BAnQ est ainsi devenue propriétaire d'une collection de livres, de revues, de journaux et de documents d'archives développée par l'Institut canadien de Montréal entre 1844 et 1880, propriété de l'Institut Fraser-Hickson depuis 1885. Pour BAnQ, la signature de cette entente était l'aboutissement de démarches d'acquisition entreprises depuis plus de trois ans.

Dès avril 2003, ayant appris la fermeture (alors provisoire) de la bibliothèque Fraser-Hickson aux prises avec des difficultés financières, la Bibliothèque nationale du Québec avait manifesté son intérêt pour la collection de l'Institut canadien de Montréal en raison de son importance historique et de sa valeur patrimoniale. Rouverte en octobre 2003, la bibliothèque Fraser-Hickson devait fermer définitivement ses portes en octobre 2006, cette fermeture ouvrant ainsi la voie à un transfert définitif de la collection de l'Institut canadien de Montréal vers une institution capable de la préserver et de la faire connaître.

Entre-temps, BAnQ s'était livrée à un examen approfondi de la collection afin d'en évaluer la pertinence et d'en mesurer l'exhaustivité. En ce qui concerne les livres, on avait alors constaté que l'ensemble conservé par la bibliothèque Fraser-Hickson représentait un peu plus de la moitié du nombre de titres présents dans la collection de l'Institut canadien de Montréal lors de sa fermeture, en 1880 (environ 1400 titres sur 2453). Quant au contenu, il avait été jugé représentatif de la collection d'origine, car les proportions occupées par les divers domaines sont restées sensiblement les mêmes et beaucoup des titres importants signalés dans les catalogues publiés par l'Institut canadien de Montréal figurent encore au sein de la collection. Pour ce qui est de l'état de conservation, on peut le qualifier de moyen, ce qui est tout à fait prévisible pour une collection de cet âge, dont la vocation première était de servir à un usage public.

Une collection de livres

L'acquisition de ces ouvrages par BAnQ présente de nombreux avantages, et le catalogage de la collection n'en est certainement pas le moindre. Le traitement des livres étant maintenant terminé, une foule de données sont désormais aisément accessibles dans le catalogue informatisé de BAnQ, toutes prêtes à être exploitées par les chercheurs. Une note de provenance a été placée dans la description de chaque titre, permettant de retracer rapidement tous les éléments de cette collection.

Dans le cas des livres, on constate que, suivant les normes de catalogage de BAnQ, la collection comprend 1415 titres distincts, dont la grande majorité (1198) ont été publiés au XIX^e siècle. On notera toutefois que le titre le plus ancien est un ouvrage de géographie en latin publié en 1520 et que la collection comprend également 11 titres publiés au XVIII^e siècle et 166 titres publiés au XVIII^e siècle. Ainsi, toute « publique » qu'ait été cette collection, on se rend compte notamment qu'elle avait aussi une certaine dimension bibliophilique. En ce qui a trait aux langues représentées, on note que 1081 titres sont en français (76 %) et 294 en anglais (21 %) ; la troisième langue en importance est le latin (25 titres). BAnQ a par ailleurs effectué un important travail de réparation et de restauration des reliures de plus de 1000 volumes (pour en savoir plus, voir la rubrique « Dans l'atelier de restauration », page 33).

Une collection de périodiques

Le catalogage des journaux n'étant pas tout à fait complété, on ne pourra donner ici qu'un aperçu des données disponibles. On ne saurait toutefois trop insister sur l'importance des périodiques dans les bibliothèques au XIX^e siècle. Comme le souligne Yvan Lamonde, « la "salle des nouvelles" (*news room*) [de l'Institut canadien de Montréal] fut sans doute l'endroit, à Montréal, où se fit la lecture la plus intensive des journaux et des périodiques [...] Il est peu probable qu'on puisse mesurer exactement l'importance de cette "salle des nouvelles"; il est vraisemblable que son utilisation fut autant sinon plus importante que celle de la bibliothèque même¹. »

Le nombre de revues et de journaux auxquels la bibliothèque de l'Institut était abonnée a passablement varié au fil des ans. De 15 titres en 1846, ce nombre a atteint un sommet de 126 titres en 1857 et est progressivement redescendu jusqu'à 53 en 1879². La collection de journaux acquise par BANQ comprend 27 titres. Cela semble peu élevé à première vue, mais on doit prendre en compte le caractère éphémère et la fragilité de ce type de publications avant de porter un jugement. L'état de conservation est par ailleurs fort acceptable, ce qui est sans doute attribuable en bonne partie aux grandes reliures cartonnées qui datent visiblement de l'époque et portent l'*ex-libris* de l'Institut canadien de Montréal.

La teneur de la collection n'est pas moins intéressante : 13 titres sont publiés à Montréal, 7 à Québec, 5 aux États-Unis et 2 à Paris. Au chapitre de la langue, le français domine largement avec 22 titres alors que 2 sont en anglais et 3 bilingues. Fait intéressant, les cinq titres publiés aux États-Unis sont en français, ce qui témoigne de la vitalité de la communauté franco-américaine dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Ils constituent une acquisition très intéressante puisque BANQ ne possédait ni original ni microfilm de trois d'entre eux. Il s'agit de titres publiés dans l'État de New York, en Illinois et au Michigan. Quant à la période couverte par cette collection de journaux, elle va de 1809 à 1877 et 8 des 27 titres comportent des numéros dont la publication est antérieure à 1844, année de fondation de l'Institut.

Il faut savoir gré à l'Institut Fraser-Hickson d'avoir accueilli la collection de l'Institut canadien de Montréal en 1885 et de l'avoir conservée pendant 121 ans. Et il est heureux que BANQ puisse maintenant prendre le relais, ramenant ainsi dans le domaine public une collection qui apparaît aujourd'hui comme une remarquable manifestation d'ouverture et de tolérance dans le Québec du XIX^e siècle. ■



L'Avenir, vol. 1, n° 7, 21 août 1847, p. 33. Cette page reproduit le début du texte d'une conférence prononcée à l'Institut canadien de Montréal le 12 août 1847.



Ex-libris de l'Institut Fraser identifiant les documents reçus en don de l'Institut canadien de Montréal en 1885.

1. Yvan Lamonde, « L'Institut canadien de Montréal (1852-1876) : pour une analyse multidimensionnelle », dans *Territoires de la culture québécoise*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1991, p. 120.
2. *Ibid.*, p. 121.



Passion et conciliation : les archives de l'Institut canadien de Montréal et de l'Institut canadien de Québec

par FRANÇOIS DAVID et CHRISTIAN DROLET, archivistes, centres d'archives de Montréal et de Québec

Au lendemain de l'Acte d'Union de 1840, une poignée de jeunes libéraux canadiens-français désabusés par la situation politique au Bas-Canada ressentent le besoin de se regrouper pour discuter et débattre des enjeux politiques et sociaux de l'époque. Il en résulte la fondation de l'Institut canadien de Montréal (ICM) en 1844 et de l'Institut canadien de Québec (ICQ) en 1848. L'épiscopat catholique finit par s'inquiéter de l'orientation que prennent ces associations libérales, d'autant plus que ce mouvement trouve écho dans plusieurs autres villes du Bas-Canada (Trois-Rivières, Joliette, Sorel, Lanoraie, etc.). S'ensuit alors une rivalité idéologique qui connaît son apogée en 1869 lorsque l'*Annuaire de l'Institut canadien pour 1868* est mis à l'Index et que l'ICM est frappé d'interdit par une ordonnance de M^{gr} Ignace Bourget, évêque de Montréal. C'est à la suite de cette ordonnance qu'éclate la célèbre affaire Guibord opposant les ultramontains et les tenants de l'école libérale de l'ICM, qui déchaîne les passions.

Les archives conservées par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) témoignent en partie des actions et des positions défendues par l'ICM et l'ICQ. Les documents qui nous sont parvenus sont fragmentaires mais tout de même suffisamment explicites pour nous permettre de comprendre, notamment, la nature des relations avec le haut clergé. Le fonds de l'ICQ n'est constitué que d'une dizaine de centimètres de documents textuels et couvre la période 1861-1908. Pour sa part, le fonds de l'ICM, dont la presque totalité des archives antérieures au 17 février 1850 n'a pas survécu à un incendie, se compose de 1,56 mètre de documents. Une recherche plus attentive dans des fonds d'archives privées (fonds Louis-Antoine Dessaulles et fonds J.-E. Livernois Ltée), ou encore dans des fonds gouvernementaux (série Office du film du Québec et fonds Ministère des Communications), permettra de découvrir de riches documents textuels et photographiques sur l'histoire de l'ICM et de l'ICQ.

L'Institut canadien de Montréal

Les chercheurs trouveront dans le fonds de l'ICM tous les procès-verbaux à partir de 1855, certaines listes de membres et des documents de gestion de la bibliothèque (catalogues, registres et index de titres de volumes et de périodiques, registres des emprunteurs). S'ajoutent évidemment des documents relatant l'affaire Guibord¹ : carnets et listes de souscriptions, retranscription du jugement et textes de propagande. L'affrontement entre l'ICM et le clergé catholique, relativement à l'affaire Guibord (voir encadré, page 18), est indéniable. Des écrits pamphlétaires passionnés témoignent de l'atmosphère de lutte entre les deux parties et illustrent le fossé idéologique qui les sépare. Les partisans du clergé n'hésitent pas à exprimer leur hostilité envers la position de l'ICM, qu'ils jugent irrespectueuse envers les institutions religieuses.

La douloureuse aventure du procès Guibord marque le sommet des affrontements entre la pensée libérale de l'ICM et celle, ultramontaine, du haut clergé montréalais. Elle contribue à sceller le destin de l'ICM qui, entre 1880 et 1885, négocie le dépôt de ses archives et de sa bibliothèque à l'Institut Fraser. L'ICM met officiellement fin à ses activités en 1900.

L'ICM et l'ICQ ont contribué à faire évoluer les idées dans le Québec de la fin du XIX^e siècle, et leurs archives constituent des témoins privilégiés de leur influence. En défendant de nouvelles idées dites libérales, ces deux associations culturelles bousculent les modèles d'autorité traditionnels, provoquant ainsi certaines tensions sociales. Celles-ci sont particulièrement manifestes à Montréal, où les idées libérales de l'ICM s'opposent à la pensée ultramontaine de M^{re} Bourget, tandis qu'à Québec, l'ICQ adopte une « voie médiane » avec le haut clergé, ce qui permet une certaine forme de coexistence des deux idéologies. C'est ainsi que, chacun à sa façon, l'ICM et l'ICQ ont interagi avec l'autorité religieuse en optant pour la voie radicale de la passion ou pour celle de la conciliation³. ■

1. Outre les documents qui se trouvent dans le fonds Institut canadien de Montréal, plusieurs autres pièces conservées à BAnQ témoignent de l'affaire Guibord. Signalons entre autres le fonds Affaire Joseph Guibord et les documents juridiques du procès conservés au Centre d'archives de Montréal et, enfin, au Centre d'archives de Québec, une photographie de la pierre tombale de Joseph Guibord prise vers 1923.
2. Correspondance d'Honoré-Julien-Jean-Baptiste Chouinard, président de l'ICQ, adressée à C. E. Légaré, prêtre et vicaire général, le 28 juin 1882. Collections de BAnQ, Centre d'archives de Québec, fonds Institut canadien de Québec.
3. Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, Montréal, Fides, 2000, p. 492-493.

L'affaire Guibord

par MICHELE LEEFEBVRE, agente de recherche,
Direction de la recherche et de l'édition

Joseph Guibord, typographe de condition modeste, est membre de l'Institut canadien de Montréal et signataire d'un appel au pape pour que celui-ci tranche au sujet de la légitimité de la condamnation de l'association prononcée par M^{re} Ignace Bourget, évêque de Montréal, en 1858. À sa mort en 1869, au plus fort de la lutte entre l'Église catholique et l'Institut, la paroisse de Montréal refuse de l'inhumer en terre consacrée, sous prétexte qu'il n'a pas renoncé à faire partie de l'Institut avant de mourir. Il serait donc sous le coup d'une excommunication. La paroisse veut l'enterrer dans la partie du cimetière Notre-Dame-des-Neiges réservée aux enfants morts sans baptême, aux suicidés et aux criminels exécutés.

Sur les conseils de l'Institut, la veuve de Joseph Guibord, Henriette Brown, intente un procès à la paroisse de Montréal. L'Institut fournit les fonds et les avocats, Joseph Doutre et Rodolphe Laflamme. Finalement, il faudra quatre procès avant que l'Institut ne l'emporte en 1874, le jugement définitif du Conseil privé de Londres autorisant l'inhumation en terre consacrée de Joseph Guibord.

L'enterrement aura lieu le 16 novembre 1875 au cimetière catholique Notre-Dame-des-Neiges, sous la protection de la police et de l'armée en raison de la vive opposition populaire. Le 2 septembre précédent, une première tentative pour y transporter le corps à partir du cimetière protestant Mont-Royal, où il reposait depuis six ans, avait échoué, une foule hostile bloquant l'entrée du cimetière et jetant des pierres au cortège. ■



Joseph Guibord, gravure, s. d.
Centre d'archives de Montréal,
fonds Institut canadien de Montréal



Feuille volante d'un poème inspiré
par l'affaire Guibord, vers 1875.
Centre d'archives de Montréal,
fonds Institut canadien de Montréal

L'ICM et l'ICQ ont contribué à faire évoluer les idées dans le Québec de la fin du XIX^e siècle, et leurs archives constituent des témoins privilégiés de leur influence. En défendant de nouvelles idées dites libérales, ces deux associations culturelles bousculent les modèles d'autorité traditionnels, provoquant ainsi certaines tensions sociales. Celles-ci sont particulièrement manifestes à Montréal, où les idées libérales de l'ICM s'opposent à la pensée ultramontaine de M^{re} Bourget, tandis qu'à Québec, l'ICQ adopte une «voie médiane» avec le haut clergé, ce qui permet une certaine forme de coexistence des deux idéologies. C'est ainsi que, chacun à sa façon, l'ICM et l'ICQ ont interagi avec l'autorité religieuse en optant pour la voie radicale de la passion ou pour celle de la conciliation¹. ■

1. Outre les documents qui se trouvent dans le fonds Institut canadien de Montréal, plusieurs autres pièces conservées à BAnQ témoignent de l'affaire Guibord. Signalons entre autres le fonds Affaire Joseph Guibord et les documents juridiques du procès conservés au Centre d'archives de Montréal et, enfin, au Centre d'archives de Québec, une photographie de la pierre tombale de Joseph Guibord prise vers 1923.
2. Correspondance d'Honoré-Julien Jean-Baptiste Chouinard, président de l'ICQ, adressée à C. F. Légaré, prêtre et écrivain général, le 28 juin 1882. Collections de BAnQ, Centre d'archives de Québec, fonds Institut canadien de Québec.
3. Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec* (Montréal: Fides, 2000), p. 492-493.

L'affaire Guibord

par MICHÈLE LEFEBVRE, agente de recherche,
Direction de la recherche et de l'édition

Joseph Guibord, typographe de condition modeste, est membre de l'Institut canadien de Montréal et signataire d'un appel au pape pour que celui-ci tranche au sujet de la légitimité de la condamnation de l'association prononcée par M^{re} Ignace Bourget, évêque de Montréal, en 1858. À sa mort en 1869, au plus fort de la lutte entre l'Église catholique et l'Institut, la paroisse de Montréal refuse de l'inhumer en terre consacrée, sous prétexte qu'il n'a pas renoncé à faire partie de l'Institut avant de mourir. Il serait donc sous le coup d'une excommunication. La paroisse veut l'enterrer dans la partie du cimetière Notre-Dame-des-Neiges réservée aux enfants morts sans baptême, aux suicidés et aux criminels exécutés.

Sur les conseils de l'Institut, la veuve de Joseph Guibord, Henriette Brown, intente un procès à la paroisse de Montréal. L'Institut fournit les fonds et les avocats, Joseph Doutre et Rodolphe Laflamme. Finalement, il faudra quatre procès avant que l'Institut ne l'emporte en 1874, le jugement définitif du Conseil privé de Londres autorisant l'inhumation en terre consacrée de Joseph Guibord.

L'enterrement aura lieu le 16 novembre 1875 au cimetière catholique Notre-Dame-des-Neiges, sous la protection de la police et de l'armée en raison de la vive opposition populaire. Le 2 septembre précédent, une première tentative pour y transporter le corps à partir du cimetière protestant Mont-Royal, où il reposait depuis six ans, avait échoué, une foule hostile bloquant l'entrée du cimetière et jetant des pierres au cortège. ■



*La liberté n'est
pas à acheter ni à vendre*



L'Œuvre des bons livres et le Cabinet de lecture paroissial : d'une bibliothèque paroissiale à un complexe culturel catholique

par MICHÈLE LAFFLUSSE, professeur-chercheur de l'École de bibliothéconomie
et des sciences de l'information de l'Université de Montréal

La création de deux bibliothèques francophones à Montréal en 1844 fut un événement important. L'une, l'Œuvre des bons livres, faisait entrer pour un siècle le livre et la lecture dans la mission pastorale du clergé. L'autre, l'Institut canadien de Montréal, laïque, avait pour objectif de favoriser l'instruction mutuelle. Les deux institutions se livrèrent une lutte sans merci de 1850 à 1880. Alors vaincue, ce n'est qu'à la Révolution tranquille que la bibliothèque publique a remplacé, chez les francophones, la bibliothèque paroissiale.

L'Œuvre des bons livres

L'Œuvre des bons livres des catholiques montréalais reprenait le modèle de l'apprentissage par le livre, pratiqué en France depuis la Restauration (décennie 1820). Elle se voulait association religieuse en s'inspirant de l'Archiconfrérie de l'Œuvre des bons livres de Bordeaux. En 1845, l'évêque de Montréal, Ignace Bourget, fils de l'Œuvre des bons livres de sa ville une association de piété. Dans un mandement, il accorde aux associés de l'Œuvre un rôle important d'assainissement des mœurs. En étant membre de l'Œuvre des bons livres et en empruntant des volumes à la bibliothèque, on pouvait, cas unique dans l'histoire des bibliothèques, gagner des indulgences, c'est-à-dire la rémission par l'Église de peines temporelles associées à des péchés commis.

Dès son inauguration en septembre 1844, la bibliothèque fut constituée d'une collection de 2400 volumes. Dans le catalogue publié en 1845, les ouvrages répertoriés sont à 49 % des livres religieux, principalement des biographies édifiantes. James Huston, membre fondateur de l'Institut canadien de Montréal et compilateur du premier répertoire d'œuvres littéraires canadiennes-françaises, avait raison d'affirmer, en 1847, devant l'Institut : « Mais l'œuvre des bons livres ? ne dites-vous ; oui, l'œuvre des bons livres lui [l'apprenti] fournira des livres gratis, mais quels livres ? des historiettes religieuses, qui lui aideront bien à sauver son âme, mais qui ne lui enseigneront pas les moyens de faire vivre son corps¹. »

La même année, Antoine Gérin-Lajoie renchérissait :

La « bibliothèque des Bons livres » qui contient plusieurs mille volumes, a fait sans doute beaucoup de bien parmi les classes ouvrières depuis quelques années, et a contribué à donner le goût pour la lecture. [...] Mais, comme personne ne l'ignore, elle n'a pas été fondée par les commerçants, les financiers, les hommes de profession, ou ceux qui se destinent à la vie publique ; ce n'est point là que vous trouverez des leçons sur l'économie politique, sur les affaires commerciales, sur les questions vitales du jour. On peut y trouver tout ce qu'il faut pour améliorer notre condition morale, mais non notre condition matérielle².



Antoine Gérin-Lajoie, s. d.
Photographie non identifiée.
Centre d'archives de Québec,
collection Centre d'archives
de Québec.

Est 2009 N° 80

À rayons
ouvert

À l'œuvre des bons livres, on répondait que la classe industrielle de cette ville venait chercher gratuitement quelques ouvrages capables de lui faire supporter chrétiennement les privations de tous genres qu'elle subissait chaque jour et que la bibliothèque était l'aumône spirituelle faite aux pauvres.

Il est indéniable que la bibliothèque a eu beaucoup de succès. Grâce aux procès-verbaux de l'œuvre, nous savons que 25 000 volumes ont été prêtés chaque année de 1845 à 1850. C'est considérable pour une population francophone d'environ 23 000 personnes. De plus, on avait observé que les habitudes de lecture dans les familles permettaient de multiplier par quatre le nombre de ceux qui lisaient l'ouvrage emprunté ou en écoutaient la lecture. En 1855, un nouveau responsable fut nommé à la direction de la bibliothèque. Le sulpicien Louis Regourd, doté d'un sens de l'organisation remarquable, dynamisa la bibliothèque en faisant passer la collection à 11 000 volumes.

L'ÉCHO

CABINET DE LECTURE PAROISSIAL

Revue Religieuse, Scientifique, Historique, Littéraire et Artistique.

Vol. VI. Montréal, Bio-Canada, 4 Janvier 1861. N° 1.

AVIS IMPORTANT.
L'Écho, paraissant tous les samedis, est en vente chez tous les libraires de la ville de Montréal. On s'abonne chez M. J. B. Lacombe, 100, rue Saint-Jacques, ou chez M. J. B. Lacombe, 100, rue Saint-Jacques.

Le Cabinet de lecture paroissial, fondé par M. J. B. Lacombe, a pour but de fournir aux paroissiens de la ville de Montréal, et particulièrement aux ouvriers, des ouvrages de lecture gratuits. Le Cabinet est ouvert tous les samedis, de 10 heures du matin à 4 heures du soir. Les ouvrages sont prêtés gratuitement, mais les lecteurs sont tenus de les rapporter à l'échéance. Le Cabinet est situé au 100, rue Saint-Jacques, au premier étage.

Le Cabinet de lecture paroissial a été fondé par M. J. B. Lacombe, 100, rue Saint-Jacques, en 1845. Il a pour but de fournir aux paroissiens de la ville de Montréal, et particulièrement aux ouvriers, des ouvrages de lecture gratuits. Le Cabinet est ouvert tous les samedis, de 10 heures du matin à 4 heures du soir. Les ouvrages sont prêtés gratuitement, mais les lecteurs sont tenus de les rapporter à l'échéance. Le Cabinet est situé au 100, rue Saint-Jacques, au premier étage.

Le Cabinet de lecture paroissial a été fondé par M. J. B. Lacombe, 100, rue Saint-Jacques, en 1845. Il a pour but de fournir aux paroissiens de la ville de Montréal, et particulièrement aux ouvriers, des ouvrages de lecture gratuits. Le Cabinet est ouvert tous les samedis, de 10 heures du matin à 4 heures du soir. Les ouvrages sont prêtés gratuitement, mais les lecteurs sont tenus de les rapporter à l'échéance. Le Cabinet est situé au 100, rue Saint-Jacques, au premier étage.

Le Cabinet de lecture paroissial

À la fin de la décennie 1840, l'Institut canadien de Montréal donnait des inquiétudes au clergé. Il devint le foyer du mouvement libéral lié au Parti rouge et à son idéologie démocrate et anticléricale. En 1856, le journal *L'Avenir* fut de nouveau publié, servant de tribune aux libéraux radicaux. En mars de cette même année, Louis-Antoine Dessaulles présentait, dans sa conférence intitulée *Galilée, ses travaux scientifiques et sa condamnation*, un discours carrément opposé à l'enseignement traditionnel de l'Eglise. L'Institut canadien possédait dans sa bibliothèque des volumes à l'index et refusait toute censure. Il devint, surtout après les célèbres lettres pastorales de M^r Bourget, un épouvantail pour les conservateurs.

En tant que seigneurs et curés de Montréal, les sulpiciens ne pouvaient rester indifférents au problème qui posait l'Institut canadien au clergé montréalais. En janvier 1857, les journaux de Montréal annonçaient la création prochaine d'un cabinet de lecture. L'abonnement à de nombreux journaux européens et nord-américains pour former une «chambre de nouvelles» avait permis l'ouverture de ce cabinet de lecture. Les contemporains se sont pas trompés en pensant que cette nouvelle institution, dotée de grands moyens, avait été créée pour affaiblir l'Institut canadien. Les divers courants religieux et les laïcs conservateurs et

modérés furent mobilisés lors de l'ouverture du Cabinet, en février 1857. Trois ans plus tard, en 1860, les sulpiciens firent construire, rue Notre-Dame, un nouvel immeuble de trois étages pour le Cabinet, dans lequel fut aménagée une salle de conférence de 800 places.



The Montreal Book, Gift and Cabinet of Instruction, corner of Place d'Armes. Montreal, rue du Cardinal Richelieu, 1860-1861, p. 108.

L'objectif du Cabinet de lecture était ambitieux. Véritable complexe culturel, il regroupait la bibliothèque, les conférences publiques, les essais du Cercle littéraire et une revue, *L'Echo du Cabinet de lecture paroissial*. La bibliothèque offrait au public montréalais le prêt de livres et la consultation des revues. Au cours des années, la collection s'était élargie aux œuvres littéraires qui occupaient désormais la place principale. Les journaux catholiques montréalais assuraient la publicité de la bibliothèque. En 1864, *L'Ordre* écrivait que « Montréal peut se vanter d'avoir la plus belle bibliothèque paroissiale de tout le Canada ».

Au tournant des années 1860, les conférences publiques, ou « lectures », étaient l'une des activités principales des associations littéraires. Dans ce domaine, le Cabinet de lecture rivalisa avec l'Institut, qui la pratiquait depuis la décennie 1840. Hector Fabre faisait état de l'importance de la tribune du Cabinet quand il affirmait, en 1866, non sans une certaine exagération, que « c'était alors l'ancienne et petite salle du Cabinet de lecture paroissial, d'où est partie l'inondation des lectures que nous avons vue¹. » De 1857 à 1867, 149 conférences furent prononcées en 98 soirées. Des 149 conférenciers, 101 étaient des laïcs et 48 des clercs. Parmi les sujets traités, quatre catégories ressortent : histoire et patriotisme (44 conférences), littérature, musique et beaux-arts (38), sujets religieux (22) et philosophie (16).

La Compagnie de Saint-Sulpice y ajouta, dès 1857, un cercle littéraire qui visait à regrouper autour du clergé la future élite que constituaient les étudiants en droit et en médecine, sur lesquels l'Institut canadien exerçait alors une attraction certaine. Lors de ses réunions hebdomadaires, le Cercle littéraire soumettait à la discussion, sous la supervision de son directeur sulpicien, divers sujets patriotiques, historiques, littéraires et philosophiques.

L'Echo du Cabinet de lecture paroissial fut publié de 1859 à 1875. Cette revue littéraire avait comme objectif de reproduire les conférences du Cabinet de lecture et les essais du Cercle littéraire, de même que de rendre compte de la vie littéraire du Bas-Canada. Si, de ses débuts à 1866, elle accorda une importance primordiale à l'activité culturelle bas-canadienne, cette revue se fit, de 1867 à 1875, porte-parole de la pensée religieuse et culturelle de la France catholique.

Le livre, une œuvre pastorale

À partir de 1840, le livre devint, pour les sulpiciens et le clergé, une œuvre pastorale, et la bibliothèque, un outil de premier plan dans leur croisade contre les mauvaises lectures. L'Œuvre des bons livres et le Cabinet de lecture paroissial eurent une fonction d'affirmation religieuse et sociale du clergé, de même qu'un rôle de récapitulation des élites. Ces œuvres culturelles sulpiciennes se sont assurées un avenir hors du commun en devenant naines, au début du ^{XX}e siècle, à la bibliothèque Saint-Sulpice, ancêtre de la Bibliothèque nationale du Québec, puis de Bibliothèque et Archives nationales du Québec. ■

1. « De la position et des besoins de la province canadienne-française », discours reproduit dans

Le répertoire national ou manuel de littérature canadienne, Montréal, Lovell et Gibson, 1859, vol. IV, p. 149.

2. « Bibliothèques publiques — leur importance », discours reproduit dans *Le Minerve*, 14 mai 1847, p. 1.

3. Hector Fabre, « Écrivains canadiens — Napoléon Bourassa », *Le Press canadien*, vol. 3, 1866, p. 731.



L'acquisition de documents dans les bibliothèques au XIX^e siècle

par ÉRIC LEROUX, professeur à l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information
de l'Université de Montréal

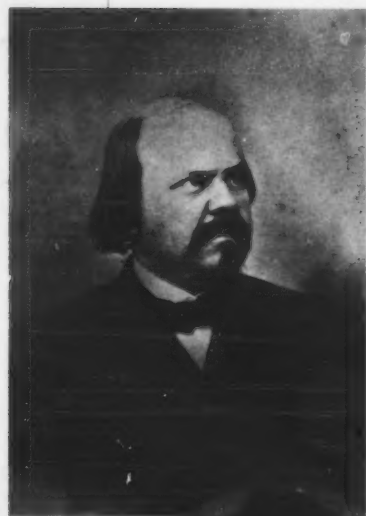
Comme c'est toujours le cas aujourd'hui, les modes d'acquisition de documents étaient variés au XIX^e siècle.

Des dons

Au moment de la création d'une bibliothèque, un phénomène récurrent tout au long de cette période, le don de livres ou de journaux demeure le moyen le plus répandu de bâtir un premier fonds documentaire. En 1842, lors de la fondation de la bibliothèque paroissiale de Notre-Dame de Québec, on peut compter sur les nombreux dons du clergé pour se constituer une collection de départ : le Séminaire de Québec offre 105 volumes à la nouvelle bibliothèque, le curé Baillargeon en offre 89, l'évêque coadjuteur fait don de 72 volumes et quelques prêtres viennent aussi s'ajouter au tableau¹.

L'Œuvre des bons livres de Montréal reçoit pour sa part, au moment de sa fondation en 1844, 2400 volumes en dons, dont 600 de la Congrégation des hommes, 700 de la Congrégation des demoiselles et 900 des sulpiciens². Les collections de bibliothèques de collèges fondées tout au long du siècle, comme celle du Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière (1827) ou du Collège de l'Assomption (1832), s'enrichissent principalement par les dons et legs d'anciens élèves, de mécènes ou d'amis de ces établissements³.

La bibliothèque de l'Institut canadien de Québec peut compter sur la générosité des citoyens de Québec, qui lui font don de 1000 livres au moment de sa fondation en 1848. Le poète-libraire Octave Crémazie, qui est aussi le premier bibliothécaire de l'Institut, aurait fourni à cette occasion de très nombreux livres⁴. L'Institut canadien de Montréal ne fait pas exception et profite également de la contribution de ses membres pour garnir les rayons de sa bibliothèque, du moins au cours de ses premières années d'existence⁵.



Octave Crémazie, vers
1870. Photographie
Livernois Québec
Centre d'archives de
Québec, fonds J. E.
Livernois Ltée



Edouard Raymond
Fabre, avant 1854
Photographie non
identifiée. Centre d'archives
de Québec, collection
Centre d'archives
Bibliothèque





Le milieu du XIX^e siècle est marqué par l'essor des associations littéraires et la création de nombreuses bibliothèques de collectivités. Ainsi, lorsque la Société typographique de Québec décide de mettre sur pied une bibliothèque et un cabinet de lecture pour ses membres, en 1860, elle peut compter sur de nombreux dons de particuliers et d'associations américaines et européennes de typographes pour garnir ses rayons. Plusieurs éditeurs de journaux envoient aussi gratuitement et sur une base régulière leurs journaux au cabinet de lecture⁶. La même situation prévaut dans la communauté anglophone, alors que l'on mise sur des dons de livres et de thé (!) au moment de la mise sur pied, en 1889, de la Montreal Free Library, une bibliothèque à l'usage de la communauté anglo-catholique de Montréal⁷. À la bibliothèque du Montreal Mechanics' Institute, les dons de livres forment la pierre d'assise de la collection. Entre 1841 et 1850, par exemple, la bibliothèque fait l'achat de 35 livres seulement, alors qu'elle en reçoit près de 800 en dons. En 1845, on précise d'ailleurs que la bibliothèque serait bien garnie si chaque membre donnait systématiquement un livre par année à la bibliothèque⁸.

L'acquisition par dons et legs testamentaires demeure une pratique courante tout au long du XIX^e siècle et particulièrement lorsque des événements tragiques, comme des incendies, anéantissent des collections complètes, comme ce sera le cas à la suite de l'incendie du Parlement du Canada-Uni, y compris de sa bibliothèque, en 1849 à Montréal, ou encore de la bibliothèque du Barreau de Québec, en 1873⁹.

Des missions d'acquisition

L'envoi de missions en Europe constitue une autre méthode d'acquisition fort prisée au XIX^e siècle. En 1826, par exemple, le juge Jonathan Sewell profite d'un voyage en France pour acquérir 600 ouvrages de droit français pour la bibliothèque du Barreau¹⁰. Durant une cinquantaine d'années, entre 1835 et 1883, l'Assemblée législative envoie à plusieurs reprises des émissaires en Europe et aux États-Unis avec l'objectif d'enrichir les fonds de sa bibliothèque. En 1856, Alpheus Todd, bibliothécaire depuis 1850, revient de mission avec plus de 17 000 volumes dans ses bagages¹¹. Au début du XX^e siècle, Égидius Fauteux fait trois voyages aux États-Unis et en Europe (1913, 1914 et 1923) pour le compte de la bibliothèque Saint-Sulpice. En 1914, il revient d'un séjour en France, en Belgique, en Angleterre, en Allemagne et en Autriche avec 60 000 livres reliés¹².

Pour s'approvisionner en livres et en objets de toutes sortes, les libraires du XIX^e siècle comme Édouard-Raymond Fabre, Louis Perreault et Octave Crémazie n'hésitent pas, eux aussi, à multiplier les voyages à l'étranger. Dans sa correspondance, Fabre se plaint à plusieurs reprises de la concurrence des membres du clergé qui rapportent des caisses de livres de leurs voyages en Europe. En 1843, il écrit à ce sujet à son fils : « Tous ces prêtres ne peuvent voyager sans faire le commerce, c'est drôle!¹³ »

Des achats en librairie

Entre ces voyages, les bibliothèques acquièrent livres et journaux par l'entremise ou bien des librairies locales, ou bien des librairies à l'étranger. L'achat de livres directement auprès de fournisseurs européens permet de diminuer substantiellement les coûts en éliminant un intermédiaire. Les frais de transport, de douane et d'assurances ainsi que les redevances à verser aux intermédiaires sont tellement élevés que les livres se vendent ici le double du prix qu'ils affichent en librairie parisienne¹⁴. ►

Très actifs dans le commerce du livre, les sulpiciens s'approvisionnent au début du XIX^e siècle en livres neufs à Londres, chez le libraire Dulau pour les livres en français et chez Keating pour ceux en anglais. Plusieurs caisses de livres partent ainsi chaque année pour le Collège de Montréal et pour la paroisse Notre-Dame et sa Congrégation des hommes. Un peu plus tard, le sulpicien français Joseph Carrière sert d'entremetteur en facilitant l'importation de livres français de Paris à Montréal. En avril 1837, Carrière fait parvenir à Montréal neuf caisses comprenant non seulement des livres mais aussi des gravures pour les salles de récréation du Collège de Montréal. Évidemment, ce sont principalement les libraires et éditeurs catholiques qui profitent de ces commandes et achats : notamment Mame, à Tours, pour les livres religieux et scolaires, Lecoffre et Périsse pour les ouvrages classiques, et Gaume pour la littérature religieuse¹⁵.

Les ouvrages pédagogiques comme les grammaires, les dictionnaires et les manuels scolaires sont également importés d'Europe. En 1831, Carrière fait ainsi parvenir à Montréal 8000 grammaires latines et quelques centaines de dictionnaires pour débutants, qui seront prêtés toute l'année aux étudiants pour le quart de leur prix d'achat¹⁶. Les relations de la bibliothèque Saint-Sulpice avec la France sont si étroites qu'au milieu du XIX^e siècle, les sulpiciens importent trois fois plus de livres de France qu'ils n'en achètent dans les librairies locales¹⁷.

Quant aux achats locaux des bibliothèques, ils se font chez Fabre, chez Leprohon, rue Notre-Dame, chez Beauchemin dès 1842, à la Librairie Catholique, propriété de Jean-Baptiste Rolland, à compter de 1847, chez Gravel, chez les frères Crémazie à Québec et chez Chapleau à partir de 1858¹⁸.

Encore d'autres méthodes d'acquisition

Il existe aussi d'autres moyens de se procurer des livres et d'autres types de documents, notamment les ventes à l'encan, très prisées à l'époque, l'achat de collections privées ou de documents à la pièce auprès de particuliers, ou encore les échanges de documents officiels entre bibliothèques, une méthode utilisée tout particulièrement par la bibliothèque de l'Assemblée législative.

En définitive, compte tenu de différents facteurs, comme la rareté des livres, les difficultés d'approvisionnement auprès des fournisseurs européens et américains et le peu de ressources financières dont disposent les bibliothèques, ces dernières n'ont d'autre choix que de multiplier et de varier leurs méthodes d'acquisition afin d'être les plus efficaces possible. ■

1. Claude Galarneau, « Clergé, bourgeoisie et lecture publique – La bibliothèque paroissiale de Notre-Dame de Québec (1842-1847) », *Cahiers des Dix*, n° 54, 2000, p. 113.
2. Marcel Lajeunesse, *Les Sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au XIX^e siècle*, Montréal, Fides, 1982, p. 31.
3. Marc Lebel, « Livres et bibliothèques dans les collèges d'autrefois », dans Gilles Gallichan (dir.), *Les bibliothèques québécoises d'hier à aujourd'hui*, Montréal, ASTED, 1998, p. 131.
4. Alphonse Desilets, *Les cent ans de l'Institut canadien de Québec, 1848-1948*, Québec, Institut canadien de Québec, 1948, p. 200.
5. Maurice Lemire et Denis Saint-Jacques, *La vie littéraire au Québec*, vol. III : 1840-1869, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, p. 231.
6. Eric Leroux, « Culture ouvrière et métiers du livre : la Société typographique de Québec, 1836-1872 », *Papers of the Bibliographical Society of Canada / Cahiers de la Société bibliographique du Canada*, vol. 42, n° 2, automne 2004, p. 47-48.
7. Yvan Lamonde, « Un aspect inconnu du débat autour de la bibliothèque publique à Montréal : la Montreal Free Library », *Cahiers des Dix*, n° 57, 2003, p. 266.
8. Nora Robins, « The Montreal Mechanics' Institute : 1828-1870 », *Canadian Library Journal*, vol. 38, n° 6, décembre 1981, p. 377.
9. Gaston Bernier, « La bibliothèque du Parlement québécois : les méthodes de composition de la collection, de 1802 à 2002 », *Documentation et bibliothèques*, vol. 53, n° 3, juillet-septembre 2007, p. 162; Gilles Gallichan, *La bibliothèque du Barreau de Québec : l'émergence d'une institution*, Montréal, Wilson et Lafleur, 1994, p. 13.
10. Gilles Gallichan, *op. cit.*, p. 15-16.
11. Gaston Bernier, *loc. cit.*, p. 157.
12. Jean-René Lassonde, *La Bibliothèque Saint-Sulpice, 1910-1931*, Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1987, p. 129.
13. Jean-Louis Roy, *Edmond-Raymond Fabre, libraire et patriote canadien (1799-1854)*, Montréal, Hurtubise HMH, 1974, p. 98.
14. *Ibid.*, p. 74.
15. Marcel Lajeunesse, « Le livre dans les échanges sulpiciens Paris-Montréal au cours de la première moitié du XIX^e siècle », dans Marcel Lajeunesse, *Lecture publique et culture au Québec – XIX^e et XX^e siècles*, Québec, PUQ, 2004, p. 55-65.
16. Olivier Hubert, « Stratégies culturelles sulpiciennes : le livre », dans Dominique Deslandres, John A. Dickinson et Olivier Hubert (dir.), *Les Sulpiciens de Montréal – Une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*, Montréal, Fides, 2007, p. 481.
17. Jean-René Lassonde, *op. cit.*, p. 151.
18. Jean-Louis Roy, *op. cit.*, p. 100-101; Marcel Lajeunesse, *Les Sulpiciens et la vie culturelle à Montréal au XIX^e siècle*, p. 46.



Les raisons de la difficile émergence de la bibliothèque publique au Québec

par YVAN LAMONDE, professeur émérite au Département des langues et littératures de l'Université McGill

La mise sur pied de la Quebec Library / Bibliothèque de Québec (1790) et de la Montreal Library / Bibliothèque de Montréal (1797) par le gouverneur britannique de la colonie donne à penser que la bibliothèque publique est ancienne au Québec. Tel n'est pas le cas, car ces deux bibliothèques n'étaient ni ouvertes au public ni financées avec des deniers publics. Il s'agissait de bibliothèques ouvertes à ceux qui pouvaient payer une souscription pour en devenir membres. Eux seuls pouvaient y accéder et y emprunter des livres¹.

À vrai dire, comme on le verra plus bas, la bibliothèque publique au Québec, avec ses retards, est traversée de part en part par l'influence britannique métropolitaine² et coloniale. Des modèles états-unisins inspireront le Dr Jean-Baptiste Meilleur, premier surintendant de l'Instruction publique, et l'Œuvre des bons livres de Bordeaux fournira aux sulpiciens de Montréal l'idée de leurs premières bibliothèques.

La bibliothèque publique comparée : les cas du Québec et de l'Ontario

Il faut connaître l'histoire du développement de la bibliothèque publique en Ontario et au Canada pour comprendre la spécificité du Québec, le retard que cette province a subi dans la création de bibliothèques et les causes de ce retard. Le schéma le plus global de ce développement peut être illustré par l'image d'une spirale où chaque cercle concentrique correspond à un nouveau groupe social, où le « public » de la bibliothèque va s'élargissant.

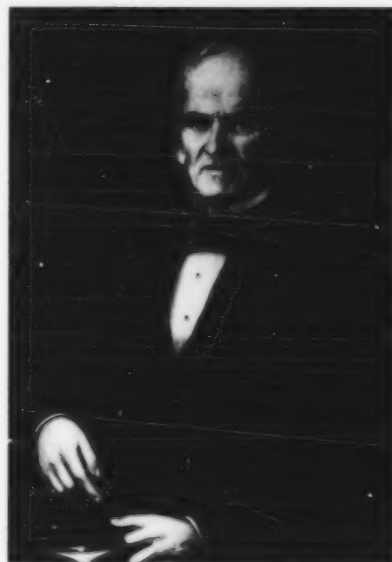
Aux individus possesseurs de livres et aux souscripteurs privilégiés des bibliothèques de Québec et de Montréal s'ajoutent bientôt les écoliers grâce aux bibliothèques rattachées aux écoles à la suite de l'adoption de lois sur l'Instruction publique durant la décennie 1840. Cet élargissement du public aux élèves s'accompagne en Ontario de l'établissement de bibliothèques scolaires « communes » qui accueillent la population adulte intéressée. Au même moment, au Québec, se mettent en place deux institutions : l'Œuvre des bons livres (août 1844) des sulpiciens, seigneurs de l'île, et l'Institut canadien de Montréal (décembre 1844), qui vont créer deux filières institutionnelles, l'une cléricale et l'autre laïque, lesquelles seront au cœur de l'histoire tumultueuse de la bibliothèque publique. Au Bas-Canada comme ►



Westmount Library, carte postale, Québec (province)?, s. é. 19-7



Bibliothèque Saint-Sulpice, 1948. Photographie : Claude Decarie.
Centre d'archives de Montréal, fonds Ministère de la Culture,
des Communications et de la Condition féminine



Dr Jean-Baptiste Meilleur, surintendant de l'Instruction publique, 1874.
Photographie d'une peinture de J. Dynes : Paul Carpentier, 1946.
Centre d'archives de Québec, fonds Ministère de la Culture,
des Communications et de la Condition féminine

au Haut-Canada, ce type d'institutions associatives regroupant soit des artisans, soit des avocats, des notaires, des marchands ou des commis, ouvre davantage socialement la spirale de la bibliothèque. En 1851, une loi sanctionne cette progression des bibliothèques d'associations, permettant à l'État de les subventionner.

En Ontario et au Québec, le public qui a alors accès à des bibliothèques est celui des écoliers et des différents corps de métiers ou professions associés en un lieu ; en Ontario, un public adulte a accès aux bibliothèques scolaires communes aux élèves et aux citoyens. C'est le mode de développement urbain et du système municipal ontarien qui explique en partie l'initiative d'élargir le public des bibliothèques au moment où les *mechanics' institutes* piétinent. La loi ontarienne de 1882 permet à des municipalités d'utiliser un pouvoir de taxation pour établir une bibliothèque financée par des deniers publics et ouverte à tout public. C'est cette loi qui est à l'origine de la loi ontarienne de 1895 sur les bibliothèques publiques au sens propre du terme. Grâce au type de développement économique, urbain et municipal de l'Ontario ainsi qu'à l'originalité de ses législations scolaires et culturelles, cette province bénéficiera de la philanthropie d'Andrew Carnegie – un riche homme d'affaires qui finança la création de 2500 bibliothèques publiques dans le monde – en raflant 111 des 125 donations qu'il fit en faveur de la construction de bibliothèques publiques canadiennes entre 1901 et 1921³.

Les filières cléricale, laïque et municipale

C'est dans ce contexte global qu'il faut revenir au développement de la filière catholique – Œuvre des bons livres et Cabinet de lecture paroissial des sulpiciens⁴, Union catholique des jésuites, modestes bibliothèques paroissiales – ainsi que de la filière laïque, identifiée aux péripéties des luttes et des condamnations épiscopale (1858) et papale (1869) de l'Institut canadien de Montréal, qui doit fermer ses portes en 1880. Montréal connaît alors un certain vide culturel en matière de bibliothèques ; on en est encore aux bibliothèques d'associations ou de paroisses et la question est de savoir quelle est la véritable instance « publique » dans cette ville et, plus généralement, dans la province. Les villes qui désirent ouvrir des bibliothèques doivent faire toutes sortes de détours pour écarter les préventions de l'Église catholique toujours vigilante à exercer un contrôle sur le contenu de celles-ci.

Pendant ce temps, la philanthropie permet l'ouverture de l'Institut Fraser (1885) qui, après les refus de la Ville de Montréal, de l'Université McGill et du Club canadien, accueille la bibliothèque et les archives de l'Institut canadien de Montréal, qui seront transférées à Bibliothèque et Archives nationales du Québec en 2006. C'est aussi le mécénat qui permet l'établissement de la Pettes Memorial Library (1894) à Knowlton. Et dans la foulée de l'adoption de la loi québécoise du 30 décembre 1890, qui donne « pouvoir aux corporations de cité, ville et village d'aider au maintien de bibliothèques publiques », la Ville de Westmount ouvre en 1899 la première véritable bibliothèque publique au Québec.

Les sulpiciens vont poursuivre leur œuvre et devancer l'initiative municipale montréalaise en ouvrant la bibliothèque Saint-Sulpice en 1915, deux ans avant la Bibliothèque municipale de Montréal. C'est la Ville qui pourra vraiment représenter les citoyens en créant avec des fonds publics une bibliothèque ouverte à tous et offrant, en principe, tous les types de publications⁵. ■

1. Yvan Lamonde, *Les bibliothèques de collectivités à Montréal (17^e-19^e siècle)*, Montréal, Ministère des Affaires culturelles / Bibliothèque nationale du Québec, 1979, p. 37-39.

2. Notamment les *mechanics' institutes* ou instituts d'artisans, dont on traite aussi en page 6.

3. Pour plus de détails, voir Yvan Lamonde, Peter F. McNally et Andrea Rotundo, « Les bibliothèques publiques et l'émergence d'une culture publique », dans Yvan Lamonde, Patricia Fleming et Fiona A. Black (dir.), *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*, tome II : *De 1840 à 1918*, Montréal, PUM, 2005, p. 262-286.

4. Voir aussi l'article de Marcel Lajeunesse en page 19.

5. Pour des études sur le sujet, voir les ouvrages cités dans la bibliographie de *Histoire du livre et de l'imprimé au Canada*, tome II : *De 1840 à 1918*, sous Lajeunesse, Marcel, et Lamonde, Yvan ; Michèle Dagenais, « Vie culturelle et pouvoirs publics locaux – La fondation de la Bibliothèque municipale de Montréal », dans *Faire et fuir la ville – Espaces publics de culture et de loisirs à Montréal et Toronto aux XIX^e et XX^e siècles*, Québec, PUL, coll. « Cultures québécoises », 2006, p. 81-116 ; sur la bibliothèque publique de Sherbrooke, Monique Nadeau-Saumier, « Un espace et un lieu de culture : le Art building de Sherbrooke, 1887-1927 », thèse de doctorat (histoire de l'art), UQAM, 2007.



Des bibliothèques publiques, pour aujourd'hui et pour demain

par HÉLÈNE ROUSSEL, directrice générale de la diffusion

Joyaux de notre héritage collectif, les bibliothèques publiques sont des portes ouvertes sur le savoir, sur la culture, sur l'information et sur le loisir. Elles se veulent accessibles à tous, dans un esprit de démocratie et d'inclusion sociale. Modernes et proactives, elles veulent répondre aux besoins de leurs usagers.

Que seront les bibliothèques de demain ? Déjà, et cela depuis des siècles maintenant, les bibliothèques ont fait preuve de résilience, utilisant les inventions et les technologies nouvelles pour évoluer, et toujours mieux servir leurs usagers. Nous préférons poser la question ainsi : comment la bibliothèque d'aujourd'hui peut-elle devenir la bibliothèque de demain ?





Pour les usagers

Les bibliothèques se définissent d'abord en fonction de leurs publics et des besoins de ceux-ci. C'est pourquoi il faut bien connaître les usagers : ceux qui sont déjà là, avec leurs besoins actuels et futurs, mais aussi les usagers potentiels. Cela s'impose pour les bibliothèques publiques du Québec, qui sont encore moins utilisées que celles d'autres milieux, canadien ou américain notamment. On peut se réjouir que le nombre d'abonnés des bibliothèques publiques québécoises ait plus que doublé entre 1960, à l'aube de la Révolution tranquille, et 2005¹. Mais le pourcentage d'abonnés au Québec, de 34 % en 2006², demeure inférieur à celui d'autres provinces canadiennes : 42 % en Ontario³, 52 % en Colombie-Britannique⁴.

Les études de clientèle et les sondages demeurent des outils appropriés pour connaître les besoins de la population. Cette connaissance permettra de concevoir des lieux et des services bien adaptés.

Un lieu dans la ville et dans l'espace virtuel

Le lieu demeure un facteur important pour la bibliothèque publique : des locaux judicieusement situés, attrayants, dotés d'espaces confortables ainsi que d'équipements et de technologies modernes, continuent d'être nécessaires et recherchés. La bibliothèque publique agit comme lieu de rencontre et de socialisation. Elle fournit également un endroit de calme et de quiétude nécessaire à la recherche et à l'étude.

Aussi capital que soit ce lieu-bibliothèque, on le fréquente par choix. On ne veut plus être obligé de se déplacer pour profiter de sa bibliothèque : les télécommunications rendent ce choix possible. Bon nombre de gens, et particulièrement la génération née à l'ère d'Internet, ont déjà le réflexe de se tourner vers leur ordinateur pour obtenir des services à distance, que ce soit pour conclure des transactions bancaires, pour acheter de la musique en ligne ou pour réserver un billet d'avion. Même ceux qui ne l'utilisent pas connaissent Internet. En conséquence, les bibliothèques publiques doivent accélérer le développement de leurs services en ligne pour répondre aux besoins de leurs usagers qui veulent y accéder à distance et en tout temps, que ce soit pour trouver des documents et de l'information, pour recourir à une aide professionnelle dans leurs recherches, pour faire des réservations ou encore pour renouveler des emprunts.

Des collections diversifiées et un personnel compétent

Les usagers savent encore trop peu qu'ils peuvent trouver des documents numériques dans les collections de leurs bibliothèques, et celles-ci doivent travailler à changer cette situation. Grâce aux nouvelles technologies, il est désormais possible d'accéder à distance, sans délai, à des documents de toutes natures : textes, photographies et enregistrements sonores, livres, journaux et encyclopédies, etc. Les ressources documentaires numériques en français sont de plus en plus nombreuses; pour les bibliothèques publiques, des technologies à jour, un personnel compétent (spécialisé en documentation et en informatique) et la détermination à offrir ce service, incontournable pour une bibliothèque du XXI^e siècle, doivent également être au rendez-vous.

Mais à l'ère d'Internet, pourquoi les bibliothèques rassemblent-elles encore des collections? Pourquoi des bibliothèques? Il faut savoir que les collections des bibliothèques, c'est beaucoup plus que les documents qu'elles offrent sur leurs rayonnages ou sur leurs serveurs informatiques. Les bibliothèques se trouvent à l'heure de la mondialisation; elles travaillent en réseau, à plusieurs échelles: régionale, nationale et mondiale. Ainsi, par sa bibliothèque publique, un usager a accès aux ressources des autres bibliothèques, signalées dans des catalogues collectifs conviviaux, tels le Catalogue des bibliothèques du Québec (www.cbq.banq.qc.ca) ou le WorldCat (www.worldcat.org), un catalogue mondial contenant plus de 100 millions de titres. Des systèmes de fourniture à distance de documents (prêt entre bibliothèques, livraison électronique) s'ajoutent encore pour donner à toute bibliothèque les moyens d'une grande institution.

Les bibliothèques représentent une force sur laquelle on souhaite compter à l'avenir. Elles sont des lieux de mémoire et de conservation du patrimoine. Elles offrent des documents sur tous les supports et transcendent les frontières habituelles, étendant leur portée vers les archives et les musées, notamment. Elles offrent un service à valeur ajoutée: des ressources documentaires choisies et organisées, que diffusent des experts en recherche documentaire.

Les usagers apprécient souvent chercher par eux-mêmes sur Internet et les bibliothèques favorisent cette autonomie. Mais lorsque les questions posées sur des moteurs de recherche tels Google ne trouvent pas de réponse (ou une jungle inextricable de réponses!), le personnel des bibliothèques peut guider les usagers vers des sources d'information fiables et adaptées à leurs besoins. Et tout cela, gratuitement: il suffit de s'abonner à sa bibliothèque!

Des bibliothèques novatrices

Certains prédisent pour la bibliothèque publique de nouveaux rôles: création et communication, par exemple⁵. D'autres proposent que la fréquentation de la bibliothèque soit aussi une « expérience » agréable: pourquoi ne pas adopter un tel objectif, tant pour la fréquentation sur place que pour le recours aux services à distance? Chose certaine, les bibliothèques doivent continuer d'innover pour découvrir de nouvelles pistes et attirer de nouveaux publics. Elles devront toutefois éviter le piège des modes passagères qui les détourneraient de leur mission fondamentale.

Une mission d'avenir

La mission des bibliothèques publiques, telle qu'énoncée par la Fédération internationale des associations de bibliothécaires et d'institutions (IFLA) et l'UNESCO⁶, demeure valable en ce début du XXI^e siècle: bien intégrée dans sa communauté, accessible à tous sans discrimination, la bibliothèque publique répond aux besoins d'information, d'éducation, de culture, de recherche et de loisir. Avec une telle mission, reliant le passé et l'avenir, « les bibliothèques créent les futurs⁷ ».

1. Hélène Roussel, « Les bibliothèques publiques québécoises », dans *Topographie du Québec documentaire*, numéro spécial de la publication conjointe d'Argus (vol. 37, n° 1) et de *Documentation et bibliothèques* (vol. 54, n° 2), Montréal, ASTED / Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec, 2008, p. 63.
2. *Bibliothèques publiques: statistiques 2006*, Québec, Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, 2008, p. 9. Au nombre d'abonnés apparaissant dans cette référence sont ajoutés les abonnés inscrits à BANQ.
3. *Statistics 2006*, Ontario, Ministry of Culture, www.culture.gov.on.ca/french/library/statistics (9 avril 2009).
4. *Statistics 2006*, British Columbia, Ministry of Education, www.bced.gov.bc.ca/pla/bcplstats_2006 (9 avril 2009).
5. Frey, Thomas, *The Future of Libraries: Beginning the Great Transformation*, DeVinci Institute, 2008, www.devinci-institute.com (9 avril 2009).
6. *Manifeste de l'IFLA / Unesco sur la bibliothèque publique*, 1994, www.ifla.org (9 avril 2009).
7. Thème du 75^e congrès mondial des bibliothèques que tiendra l'IFLA en août 2009, à Milan, en Italie: *Libraries create futures: building on cultural heritage*.

L'autocensure dans le développement des collections publiques : « un angle mort »

par YVON-ANDRÉ LACROIX, directeur général de la diffusion de BANQ de 1999 à 2003

L'autocensure est cet « angle mort » que chaque personne ou institution porte en elle-même (voir encadré, page 32). Qui n'a pas en effet sa petite réserve d'autocensure religieuse, morale, idéologique, philosophique, politique, sociale, esthétique, tactique ? Les bibliothèques sont-elles immunisées ? À l'abri des interdits et des tabous ? Imperméables à ce jeu incessant de pressions, officieuses ou officielles, souvent imperceptibles, qui servent de terreau à l'autocensure ?

Chaque livre a cette magnifique particularité d'être un espace de liberté où celui qui le parcourt jouit à tout instant du privilège unique de réfléchir et de questionner, d'accepter ou de réfuter, de continuer ou tout simplement d'arrêter sa lecture. Les bibliothèques publiques maximisent de belle façon cet espace de liberté en donnant à tout citoyen une accessibilité quasi absolue à la pensée, à la connaissance, à la culture. Elles possèdent ces livres aux sujets délicats ou tabous qui dérangent les uns ou les autres. Elles ont de ce fait un caractère potentiellement menaçant aux yeux des autorités religieuses et politiques désireuses de s'assurer un contrôle sur les âmes et les électeurs. Cependant, à notre époque apparemment de toutes les libertés, les enfers officiels érigés par les censeurs des États et des Églises semblent être révolus. Du moins dans les démocraties. Quoique !

Les raisons de l'autocensure

Si la censure est la condamnation d'une opinion ou d'un document, l'autocensure est quant à elle la censure exercée sur soi-même, sur ses propres écrits, pensées ou paroles. Autocensure constituée du contrôle de soi et de cette frontière invisible que chacun estime ne pas devoir transgresser sans risque, appréhéné ou réel, de représailles. Autocensure par peur de subir la censure des autres et de ne pas être conforme aux idées reçues qui s'empilent dans ce pratique fourre-tout du « politiquement correct » contemporain. À ne pas négliger celle aussi qui s'approvisionne à même nos convictions personnelles et nos positions institutionnelles pour lesquelles nous frappons volontiers d'anathème ceux qui ne les endossent pas aveuglément.

Un bibliothécaire peut également être tenté d'exercer une forme d'autocensure pour éviter les remarques ambiguës ou insidieuses formulées par des supérieurs ou par des personnes de son environnement social. Il peut aussi se sentir suffisamment intimidé pour accepter l'inacceptable quand la menace réelle est là, exprimée par des groupes de pression bien organisés, et ce, même dans les pays démocratiques les plus favorables à la lecture publique.

Des exemples... parmi combien d'autres? Dans les dernières décennies, bien malaisé pour un bibliothécaire français de promouvoir des collections pluralistes tout autant dans les banlieues rouges de la couronne parisienne que dans les communes proches du Front national de Jean-Marie Le Pen. Aujourd'hui, il est exceptionnel de rester indemne pour un bibliothécaire d'une municipalité ou d'une école américaine où électeurs et parents d'obédience créationniste ou intégriste n'hésitent pas à bafouer le « *freedom to read* » de la pourtant puissante American Library Association.

C'est pour débusquer cette autocensure individuelle et institutionnelle dans la sélection de livres de jeunesse que le *School Library Journal*¹ de février 2009 résume en 10 graphiques les résultats d'une enquête conduite auprès des bibliothèques scolaires américaines. Les témoignages signalés par Debra Lau Whelan révèlent l'invisible, ce qui « *slip under the radar* »². Ainsi, 70% des bibliothécaires répondent ne pas acquérir de titres controversés « *simply because they are terrified of how parents will respond* »³. L'auteur donne aussi des exemples d'autocensure exercée bien en amont par les auteurs et par les éditeurs. Un miroir bien utile pour distinguer ce que dissimule cet angle mort. Et souhaitons que soient effectuées des recherches similaires dans des bibliothèques scolaires et publiques partout dans le monde.

Des antidotes

« Vous offrez des romans populaires? des nouvelles érotiques? des livres sur l'ésotérisme? la théorie de Darwin? des passages sur des ados en révolte ou... écrits en joul? Vous avez acheté ce livre? Mes taxes servent à ça? » L'insistance interrogative, dubitative et inquiète du « ça » et du « ce », quand elle n'est pas accompagnée d'une allusion à la notion volatile du bon et du mauvais goût, révèle une charge proche des inquisitions d'hier. Que font les bibliothèques publiques québécoises par rapport aux interdicts de prédilection, à la sexualité, à la drogue, au suicide, au racisme, à la violence ou au langage cru et grossier? Ont-elles pu rester insensibles aux fortes controverses entourant des titres comme *Les fées ont soif* de la dramaturge Denise Boucher, *Moi, Christiane F., 13 ans, droguée, prostituée*, de Kai Hermann et Horst Rieck, *Les versets sataniques* de Salman Rushdie ou *Suicide, mode d'emploi* de Claude Guillon? Rejet, hésitation ou acquisition spontanée de ce qui choquait hier et bouscule aujourd'hui?

L'autocensure est-elle occultée par l'activité de choix des documents? Se drape-t-elle derrière divers prétextes pour excuser le rejet d'un titre, par exemple le manque d'espace, l'absence de demandes, les contraintes budgétaires ou la surproduction éditoriale? Les livres déclarés perdus par une bibliothèque le sont-ils toujours vraiment? Certains livres de jeunesse sont-ils placés dans la section des adultes? Dans quelle mesure la notion de prudence sert-elle de justification à un acte d'autocensure? ►

L'autocensure dans le développement des collections publiques : « un angle mort »

par YVES ASSOLÉ-FABRICE, président de l'association de bibliothécaires de France (ABF) de 2002 à 2009


L'autocensure est cet « angle mort » que chaque personne ou institution porte en elle-même (voir encadré, page 32). Qui n'a pas en effet sa petite réserve d'autocensure religieuse, morale, idéologique, philosophique, politique, sociale, esthétique, tactique ? Les bibliothèques sont-elles immunisées ? À l'abri des interdits et des tabous ? Imperméables à ce jeu incessant de pressions, officieuses ou officielles, souvent imperceptibles, qui servent de terrain à l'autocensure ?

Chaque livre a cette magnifique particularité d'être un espace de liberté ou celui qui le parcourt jouit à tout instant du privilège unique de réfléchir et de questionner, d'accepter ou de réfuter, de continuer ou tout simplement d'arrêter sa lecture. Les bibliothèques publiques maximisent de belle façon cet espace de liberté en donnant à tout citoyen une accessibilité quasi absolue à la pensée, à la connaissance, à la culture. Elles possèdent ces livres aux sujets délicats ou tabous qui dérangent les uns ou les autres. Elles ont de ce fait un caractère potentiellement menaçant aux yeux des autorités religieuses et politiques désireuses de s'assurer un contrôle sur les âmes et les électeurs. Cependant, à notre époque apparemment de toutes les libertés, les entes officiels enges par les censeurs des États et des Églises semblent être révolus. Du moins dans les démocraties. Quoique !

Les raisons de l'autocensure

Si la censure est la condamnation d'une opinion ou d'un document, l'autocensure est quant à elle la censure exercée sur soi-même, sur ses propres écrits, pensées ou paroles. Autocensure constituée du contrôle de soi et de cette frontière invisible que chacun estime ne pas devoir transgresser sans risque, appréhendé ou réel, de représailles. Autocensure par peur de subir la censure des autres et de ne pas être conforme aux idées reçues qui s'empilent dans ce pratique fourre-tout du « politiquement correct » contemporain. A ne pas négliger celle aussi qui s'approvisionne à même nos convictions personnelles et nos positions institutionnelles pour lesquelles nous frappons volontiers d'anathème ceux qui ne les endossent pas aveuglément.

Un bibliothécaire peut également être tenté d'exercer une forme d'autocensure pour éviter les remarques ambiguës ou insidieuses formulées par des supérieurs ou par des personnes de son environnement social. Il peut aussi se sentir suffisamment intimidé pour accepter l'inacceptable quand la menace réelle est là, exprimée par des groupes de pression bien organisés, et ce, même dans les pays démocratiques les plus favorables à la lecture publique.



Des exemples... parmi combien d'autres? Dans les dernières décennies, bien malaisé pour un bibliothécaire français de promouvoir des collections pluralistes tout autant dans les banlieues rouges de la couronne parisienne que dans les communes proches du Front national de Jean-Marie Le Pen. Aujourd'hui, il est exceptionnel de rester indemne pour un bibliothécaire d'une municipalité ou d'une école américaine où électeurs et parents d'obédience créationniste ou intégriste n'hésitent pas à balouter le « *freedom to read* » de la pourtant puissante American Library Association.

C'est pour débusquer cette autocensure individuelle et institutionnelle dans la sélection de livres de jeunesse que le *School Library Journal*³ de février 2009 résume en 10 graphiques les résultats d'une enquête conduite auprès des bibliothèques scolaires américaines. Les témoignages signalés par Debra Lau Whelan révèlent l'invisible, ce qui « *slip under the radar* ». Ainsi, 70 % des bibliothécaires répondent ne pas acquérir de titres controversés « *simply because they are terrified of how parents will respond* ». L'auteur donne aussi des exemples d'autocensure exercée bien en amont par les auteurs et par les éditeurs. Un miroir bien utile pour distinguer ce que dissimule cet angle mort. Et souhaitons que soient effectuées des recherches similaires dans des bibliothèques scolaires et publiques partout dans le monde.

Des antidotes

« Vous offrez des romans populaires? des nouvelles érotiques? des livres sur l'ésotérisme? la théorie de Darwin? des passages sur des ados en révolte ou... écrits en joul? Vous avez acheté ce livre? Mes taxes servent à ça? » L'insistance interrogative, dubitative et inquiète du « ça » et du « ce », quand elle n'est pas accompagnée d'une allusion à la notion volatile du bon et du mauvais goût, révèle une charge proche des inquisitions d'hier. Que font les bibliothèques publiques québécoises par rapport aux interdits de prédilection, à la sexualité, à la drogue, au suicide, au racisme, à la violence ou au langage cru et grossier? Ont-elles pu rester insensibles aux fortes controverses entourant des titres comme *Les fées ont suif* de la dramaturge Denise Boucher, *Moi, Christiane F., 13 ans, droguée, prostituée*, de Kai Hermann et Horst Rieck, *Les versets sataniques* de Salman Rushdie ou *Suicide, mode d'emploi* de Claude Guillon? Rejet, hésitation ou acquisition spontanée de ce qui choquait hier et bouscule aujourd'hui?

L'autocensure est-elle occultée par l'activité de choix des documents? Se drape-t-elle derrière divers prétextes pour excuser le rejet d'un titre, par exemple le manque d'espace, l'absence de demandes, les contraintes budgétaires ou la surproduction éditoriale? Les livres déclarés perdus par une bibliothèque le sont-ils toujours vraiment? Certains livres de jeunesse sont-ils placés dans la section des adultes? Dans quelle mesure la notion de prudence sert-elle de justification à un acte d'autocensure? ►

Ces questions sont certes pertinentes mais il faut aussi comprendre que chaque bibliothèque, au Québec comme ailleurs, doit se protéger des polémiques agressives toujours potentielles sur le choix aussi bien de retenir que d'éliminer un titre. Les critiques publiées par des professionnels, journalistes, spécialistes ou bibliothécaires, constituent un outil important pour effectuer le choix des documents. S'il est exclu pour une bibliothèque d'acquiescer tous les livres publiés, la bibliothèque universelle est dorénavant à portée de main, bien loin de cette folle utopie du passé. Des instruments existent en effet pour faciliter l'accès à tous les documents grâce au partage des collections que rendent possible le prêt entre bibliothèques, la numérisation et Internet.

Dans le cadre de ce que la loi permet, tout doit être fait pour garantir une certaine neutralité et accorder un sauf-conduit indispensable aux responsables de la sélection. L'antidote essentiel nécessite la rédaction d'une politique de développement des collections reconnaissant le caractère encyclopédique et pluraliste de celles-ci et une pleine responsabilité des parents vis-à-vis des lectures de leurs enfants. Une telle politique, dûment approuvée par les autorités, doit inclure l'adhésion à la *Charte des droits du lecteur* dont le milieu bibliothéconomique québécois s'est doté en 1976. L'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation, l'Association des bibliothécaires du Québec et la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec y énoncent clairement les droits à l'information et à la liberté intellectuelle ainsi que l'obligation de les promouvoir et de les défendre.

Il ne peut y avoir de réelle liberté de penser et de lire sans la plus complète accessibilité à toutes les productions du savoir. Par tous les moyens à leur disposition, par l'étendue et la couverture de leurs collections, les bibliothèques québécoises contribuent largement à rétrécir cet « angle mort » de l'autocensure et à faire reculer l'ignorance.

1. Debra Lai Whelan, « SJJ Self-Censorship Survey », *School Library Journal*, 1, février 2009, www.schoollibraryjournal.com/article/C4663529.html. Traduction française de la citation : « échappe au radar ».
2. Debra Lai Whelan, « A Dirty Little Secret : Self-Censorship », *School Library Journal*, 1, février 2009, www.schoollibraryjournal.com/article/C46632974.html. Traduction française de la citation : « tout simplement parce que la réaction éventuelle des parents les terrifie ».
3. *Ibid.*

« Les bibliothécaires reconnaissent, pour la plupart, pratiquer, de manière consciente et plus ou moins fréquente, une censure qui n'est ni idéologique ni philosophique, mais plutôt tactique, générée par l'institution elle-même : suivant une démarche relevant plutôt de l'autocensure que de la censure à proprement parler, ils rejettent un ouvrage ou une publication non pas en fonction d'a priori personnels, mais en fonction de ce que les lecteurs ou le pouvoir local attendent d'eux – ou de ce qu'ils pensent qu'on attend d'eux, car il y a toujours une part de fantasmes dans ce processus. Les bibliothécaires vivent dans la hantise du conflit. Ces craintes – peur d'un conflit avec la municipalité, peur de se prononcer sur les pratiques de censure dans une enquête comme celle-ci – sont en fait révélatrices des pressions que subissent les bibliothécaires, surtout lorsqu'ils sont isolés localement. »

« Books » émissaires – Un siècle de censure en bibliothèques publiques ». Entrevue avec Marie Kuhlmann, chargée de cours en sociologie aux universités de Paris VII et Paris XIII. *Bulletin des bibliothèques de France*, tome 33, n° 5, 1988, p. 388. <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1988-05-0388-005.pdf>



Ces questions sont certes pertinentes mais il faut aussi comprendre que chaque bibliothèque, au Québec comme ailleurs, doit se protéger des polémiques agressives toujours potentielles sur le choix aussi bien de retenir que d'éliminer un titre. Les critiques publiées par des professionnels, journalistes, spécialistes ou bibliothécaires, constituent un outil important pour effectuer le choix des documents. S'il est exclu pour une bibliothèque d'acquiescer tous les livres publiés, la bibliothèque universelle est dorénavant à portée de main, bien loin de cette folle utopie du passé. Des instruments existent en effet pour faciliter l'accès à tous les documents grâce au partage des collections que rendent possible le prêt entre bibliothèques, la numérisation et Internet.

Dans le cadre de ce que la loi permet, tout doit être fait pour garantir une certaine neutralité et accorder un sauf-conduit indispensable aux responsables de la sélection. L'antidote essentiel nécessite la rédaction d'une politique de développement des collections reconnaissant le caractère encyclopédique et pluraliste de celles-ci et une pleine responsabilité des parents vis-à-vis des lectures de leurs enfants. Une telle politique, dûment approuvée par les autorités, doit inclure l'adhésion à la *Charte des droits du lecteur* dont le milieu bibliothéconomique québécois s'est doté en 1976. L'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation, l'Association des bibliothécaires du Québec et la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec y énoncent clairement les droits à l'information et à la liberté intellectuelle ainsi que l'obligation de les promouvoir et de les défendre.

Il ne peut y avoir de réelle liberté de penser et de lire sans la plus complète accessibilité à toutes les productions du savoir. Par tous les moyens à leur disposition, par l'étendue et la couverture de leurs collections, les bibliothèques québécoises contribuent largement à rétrécir cet « angle mort » de l'autocensure et à faire reculer l'ignorance.

1. Debra Lau Whelan, « SLJ Self-Censorship Survey », *School Library Journal*, 1^{er} février 2009, www.schoollibraryjournal.com/article/CA6633729.html. Traduction française de la citation : « échappe au radar ».
2. Debra Lau Whelan, « A Dirty Little Secret : Self-Censorship - Self-Censorship Is Rampant And Lethal », *School Library Journal*, 1^{er} février 2009, www.schoollibraryjournal.com/article/CA6632974.html. Traduction française de la citation : « tout simplement parce que la réaction éventuelle des parents les terrifie ».
3. *Ibid.*

Les bibliothécaires reconnaissent, pour la plupart, pratiquer, de manière consciente et plus ou moins fréquente, une censure qui n'est ni idéologique ni philosophique, mais plutôt tactique, générée par l'institution elle-même : suivant une démarche relevant plutôt de l'autocensure que de la censure proprement dite, ils rejettent un ouvrage ou une publication non pas en fonction d'a priori personnels, mais en fonction de ce que les lecteurs ou le pouvoir local attendent d'eux – ou de ce qu'ils pensent qu'on attend d'eux, car il y a toujours une part de fantasmes dans ce processus. Les bibliothécaires vivent dans la hantise du conflit. Ces craintes – peur d'un conflit avec la municipalité, peur de se prononcer sur les pratiques de censure dans une enquête comme celle-ci – ont en fait révélatrices des pressions que subissent les bibliothécaires, surtout lorsqu'ils sont élus localement.

Notes : 1. « Autocensure : l'autocensure des bibliothèques publiques ». Entretien avec Marie Beblin, chargée de communications aux services de Paris VII et Paris XIII. *Bulletin des bibliothèques de France*, tome 44, n° 5, 1988, p. 188.
2. <http://bibliotheque.fr/consultation/bib/1988-05-1888-005.pdf>



Détail de l'acte notarié de donation de la bibliothèque de l'Institut canadien de Montréal à l'Institut Fraser, 1885. Centre d'archives de Montréal, fonds Institut canadien de Montréal.

La remise en état de la collection de l'Institut canadien de Montréal

par SÉVERINE CHEVALIER, restauratrice,
Direction de la sauvegarde des collections

Après leur acquisition en 2006 par Bibliothèque et Archives nationales du Québec, tous les documents d'archives et les imprimés constituant les derniers témoins de ce que fut la bibliothèque de l'Institut canadien de Montréal ont été examinés par la Direction de la sauvegarde des collections.

Afin de respecter les termes de l'entente concernant le transfert de cette collection, il fallait en effet mettre en œuvre des mesures de conservation pour en permettre la consultation et la mise en valeur.

Les dégradations observées sur les ouvrages sont attribuables à la piètre qualité de certains des matériaux utilisés au XIX^e siècle, à une consultation parfois intensive, sans soins particuliers, et à des condi-

tions d'entreposage sans doute inadéquates.

Un empoussièrément important, une forte acidité se traduisant par la pulvérulence des cuirs de reliure et la friabilité des papiers, des dommages structurels subis par les livres reliés (mors fendus et plats détachés, dos lacunaires ou manquants) ainsi que des réparations inappropriées ont rendu nécessaire la remise en état d'une partie de la collection.

Dans un premier temps, avec la collaboration du bibliothécaire spécialiste des livres anciens alors en poste, Michel Brisebois, les ouvrages les plus remarquables ont été repérés afin d'être traités de façon particulière. Les documents d'archives et les imprimés restants ont ensuite été triés selon leur type, leur qualité et les dégradations subies. Trois catégories de traitement ont alors été définies.

Ainsi, une équipe de relieurs engagée spécialement à cette fin a traité les livres les plus communs, dont les reliures ne présentaient pas d'intérêt particulier et étaient très dégradées. Les techniques traditionnelles employant de la toile ont été appliquées afin de procéder au remplacement des dos ou à la réfection des reliures. Si les pièces de titre et, le cas échéant, les dos originaux pouvaient être récupérés, ils ont été collés sur le nouveau matériau de couverture.

Idéales pour réparer les reliures à dos brisé, ces techniques ne peuvent pas être adaptées aux livres dont les peaux adhèrent au fond des cahiers. Puisque le démontage des dos originaux, souvent très cassants, représente un risque de pertes importantes, il a été décidé d'adapter une technique de restauration utilisant du papier japonais teinté à l'acrylique afin de consolider les mors et de rattacher les plats. Cette option présentait également les avantages de permettre de garder en place certains éléments stylistiques et de traiter un nombre plus élevé d'ouvrages que les techniques traditionnelles.

Enfin, tous les livres et documents d'archives dont il était primordial de maintenir l'intégrité physique ainsi que les valeurs esthétique et historique ont été restaurés. Parmi ceux-ci se trouvaient non seulement les ouvrages mis de côté au début du projet mais également ceux qui avaient été sélectionnés par Michèle Lefebvre, commissaire de l'exposition *L'Institut canadien de Montréal : tolérance et liberté de penser*, présentée à la Grande Bibliothèque jusqu'en août prochain.

La majorité des livres reliés ont été traités en utilisant du papier japonais, souvent teinté à l'acrylique, à l'exception de quelques ouvrages volumineux nécessitant l'emploi de cuir.

Sur les 3140 unités matérielles acquises, 35 % ont reçu un traitement destiné à stabiliser leur état. Plus de 2 % des ouvrages ont été restaurés et beaucoup sont mis à l'honneur dans l'exposition, permettant ainsi aux visiteurs d'apprécier la diversité et l'importance de la collection de l'Institut canadien de Montréal. ■

UN NOUVEAU PDG À BANQ

Le 5 mai dernier, le gouvernement du Québec a annoncé la nomination du nouveau président-directeur général de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, monsieur Guy Berthiaume.

Docteur en histoire, spécialiste de l'Antiquité classique, monsieur Berthiaume était vice-recteur à la recherche et à la création de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) depuis août 2008. Il a occupé au cours de sa vie professionnelle divers postes d'enseignement, d'administration et de recherche à l'Université de Montréal et à l'UQAM. Il a également été membre de plusieurs conseils d'administration et comités dans les milieux universitaires, gouvernementaux, sociaux, artistiques et des affaires.

Monsieur Berthiaume a pris ses fonctions le 22 juin.



Le congrès de l'Association canadienne des bibliothèques

par HÉLÈNE ROUSSEL, directrice générale de la diffusion

L'Association canadienne des bibliothèques (ABC/CLA – Canadian Library Association) a tenu son congrès annuel du 29 mai au 1^{er} juin derniers au Palais des congrès de Montréal. Réunissant environ 1000 professionnels de divers milieux documentaires, les congrès de la CLA sont toujours une occasion d'échanges et de ressourcement professionnel fructueux. La tenue de l'événement à Montréal en 2009 a permis une participation plus soutenue de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) à cette activité.

Lors de notre conférence, Carol Couture, Mireille Huneault et moi-même, respectivement directeur général des archives, directrice du traitement documentaire de la collection patrimoniale et directrice générale de la diffusion, avons présenté les collections numériques et les services à distance de BANQ. Les usagers des bibliothèques canadiennes, et plus particulièrement ceux des communautés francophones, peuvent bénéficier des collections et services accessibles à tous au www.banq.qc.ca : collection numérique (journaux, livres, enregistrements sonores, documents d'archives et de généalogie, etc.), portail Jeunes, contes en ligne, etc. BANQ a invité les bibliothèques canadiennes à faire appel à son service de référence à distance pour les questions d'information et de référence spécialisées sur le Québec. Le portail Internet de BANQ sert également de tremplin vers des ressources externes : le Catalogue des bibliothèques du Québec, les sites du Réseau des services d'archives du Québec et du Réseau francophone des bibliothèques nationales numériques ainsi que celui portant sur les relations France-Québec depuis 1760, par exemple.

Denyse Léger, directrice de la Collection nationale et des services spécialisés, et André Vincent, chef des services aux personnes handicapées, ont informé les participants lors d'une autre

conférence des services offerts par BANQ aux personnes handicapées. Ces services comprennent non seulement des collections adaptées (livres en braille et sonores adaptés) mais également des services et des activités conçus spécifiquement pour les personnes ayant des handicaps de diverses natures : des visioguides en langue des signes pour les personnes sourdes, des heures du conte pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, etc.

En collaboration avec des bibliothécaires d'autres institutions, Mireille Huneault, directrice du traitement documentaire de la collection patrimoniale, et Patricia Riva, coordonnatrice de la section des monographies dans la même unité administrative de BANQ, ont offert un atelier consacré à la nouvelle norme de catalogage internationale Ressources : Description et Accès (RDA), qui a duré toute la journée du 29 mai. De plus, plusieurs membres du personnel de BANQ ont assisté à différentes conférences ou encore aux ateliers thématiques spécialisés.

Une centaine de congressistes ont visité la Grande Bibliothèque. Au stand de BANQ, dans le salon des exposants, des collègues de partout au Canada ont reçu de l'information à propos de notre institution.

En périphérie du congrès de la CLA, des regroupements et des groupes de travail permanents ont profité de leur présence à Montréal pour s'y réunir. Ce fut le cas du Conseil des bibliothèques urbaines du Canada (Canadian Urban Libraries Council – CULC) et du Conseil provincial et territorial des bibliothèques publiques (Provincial and Territorial Public Library Council). BANQ est membre de ces deux instances d'échanges et de coopération à l'échelle canadienne.

L'information à la demande pour les francophones

par DENYSE LÉGER,
directrice de la Collection nationale et des services spécialisés

Il fut un temps où les incontournables d'une bibliothèque étaient les guides de recherche, imprimés, il va sans dire, par sujet et par discipline. Aujourd'hui, les spécialistes de la recherche d'information, grâce aux nouvelles technologies, ont inventé de nouvelles façons d'atteindre l'utilisateur et de mettre le « savoir » à sa disposition où qu'il se trouve. La référence en ligne, virtuelle, à distance, mobile, sur rendez-vous, la référence à des fins didactiques ou encore la référence coopérative entre institutions, étudiants ou chercheurs confèrent toutes une valeur ajoutée au service offert chaque jour au public par les bibliothécaires. Les Services d'information @ la demande (**Si@de**) pour les francophones en sont un exemple récent.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ), à l'instar de la Bibliothèque nationale de Suisse et des bibliothèques françaises, s'est associée à ce projet de référence coopérative francophone lancé par la Bibliothèque nationale de France. Il s'agit de permettre aux usagers de soumettre leurs questions à distance à un cercle étendu d'experts en matière d'information sur divers sujets. Le label **Si@de** garantit aux usagers qu'ils obtiendront gratuitement des réponses de qualité qui seront rédigées uniquement par des bibliothécaires dans un souci d'objectivité et de vérification des informations transmises. Les bibliothèques participantes s'échangent les questions selon leurs domaines d'expertise. À BANQ, nous nous sommes engagés à couvrir les domaines suivants :

- civilisation du Québec et du Canada français;
- patrimoine documentaire québécois et canadien-français publié et archivistique;
- édition relative au Québec;
- Amérique francophone;
- francophonie en Amérique.

Les recherches sont effectuées en respectant la confidentialité des informations nominatives et du contenu des messages. De plus, les réponses sont acheminées dans le respect des législations en vigueur dans les pays respectifs.



Ce service d'aide aux chercheurs ne manquera pas de susciter l'intérêt des personnes qui n'ont pas accès à des ressources spécialisées près de chez elles, des gens qui veulent approfondir un sujet et diversifier les pistes de recherche avec l'aide de spécialistes évoluant dans une sphère différente de la leur ainsi que des spécialistes eux-mêmes, qui visent l'exhaustivité de leurs sources de recherche. Compter sur des bibliothécaires et des archivistes pour fouiller les collections jusque dans les moindres détails est un excellent réflexe.

Cette tendance vers le partage élargi de l'information de plus en plus pointue, qui a mené à la création d'un service de référence coopératif, n'est que le reflet d'une mondialisation généralisée et du fait que les bibliothèques développent de plus en plus leurs propres secteurs d'excellence.

Le besoin d'un réseau francophone de référence coopérative est bien marqué. Ce réseau servira tous les usagers en mettant à leur disposition une **base de connaissances** dans laquelle les bibliothécaires verseront des questions-réponses particulièrement intéressantes ou récurrentes.

Vous pouvez consulter la charte de **Si@de** de même que la liste des bibliothèques participantes au : www.bnf.fr/pages/accedocu/siade.htm.

Pour vous prévaloir de ce service, vous trouverez le lien **Si@de** sur le portail de BANQ dans les pages des services de référence à distance. ■

Le portail de BAnQ fait peau neuve

The screenshot displays the BAnQ website interface. At the top, the logo for Bibliothèque et Archives nationales du Québec is visible, along with a search bar and language options (Français, Anglais). Below the header is a navigation menu with links: Accueil, Catalogue Iris, Pistard Archives, Ressources en ligne, Collections, Services, Activités, Espace Jeunes, and Services adaptés. A central banner area features three main sections: 'Recherche' with links to 'Livres, revues, films', 'Documents d'archives', and 'Revue, journaux, livres, archives'; 'Consultez le catalogue Iris'; 'Consultez Pistard'; and 'Consultez nos ressources en ligne'. To the right is a 'Mon dossier' section with fields for 'Numéro de client' and 'Mot de passe', and a 'SOUMETTRE' button. Below the banner, there are two columns of content. The left column, titled 'À l'agenda', lists events like 'La Journée des musées montréalais' and 'Collecte de sang à la Grande Bibliothèque'. The right column, titled 'Quoi de neuf?', lists news items like 'La Journée des musées montréalais' and 'BAnQ acquiert les fonds d'archives de Claude Léveillée et d'Yvon Deschamps'. At the bottom, there is a footer with the text 'Une question? Demandez à un bibliothécaire ou à un archiviste. Pour nous joindre' and the BAnQ logo.

Dans la foulée de Bibliothèque et Archives virtuelles du Québec (BAVQ), le portail Internet de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) offre à ses usagers une nouvelle facture graphique depuis juin 2009. Ceci constitue la première phase d'un projet beaucoup plus vaste qui sera complété d'ici 2011.

En gestation depuis plusieurs mois, le projet BAVQ se base sur une redéfinition de l'organisation des contenus numériques de l'institution et, surtout, propose une vision unique pour la recherche de documents en provenance des collections ou des fonds d'archives de BAnQ.

Dans cette optique, une spécialiste en architecture de contenus a analysé les faiblesses du portail Internet. Cette analyse a permis de proposer un modèle d'organisation globale de l'information et de corriger certaines lacunes qui faisaient en sorte que les usagers du portail ne pouvaient pas toujours trouver rapidement l'information souhaitée.

Avec ce souci en tête, la nouvelle architecture de contenus offre une page d'accueil allégée, tant au chapitre des options proposées à l'utilisateur qu'en ce qui a trait à la facture graphique. La navigation est maintenant plus facile et la présentation, plus aérée.

Cette page d'accueil renouvelée n'est qu'une première étape; d'autres changements seront dévoilés progressivement au cours des prochains mois. Ainsi, le catalogue Iris subira lui aussi une cure de rajeunissement tandis qu'une fonction de recherche globale plus efficace permettant d'embrasser d'un coup d'œil tous les documents liés à un sujet de recherche sera introduite, et ce, peu importe la source ou la provenance des documents au sein des collections et des fonds d'archives de BAnQ.

Le portail de BAnQ fait peau neuve

par JEAN-FRANÇOIS GAUVIN, chef de la Division des technologies Web, direction des systèmes d'information

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Chercher dans le site

A propos de BAnQ Pour nous joindre Aide Portail Québec English

Accueil Catalogue Iris Pistard Archives Ressources en ligne Collections Services Activités Espace Jeunes Services adaptés

Recherche

Consultez le

Services

- Abonnement
- Renouvellement d'un emprunt
- Reservation d'un document
- Espace professionnel
- Services de A à Z

Horaires, coordonnées

- Grande Bibliothèque
- Centres d'archives
- Centre de conservation

Emplois

À l'agenda

- La Journée des musées montréalais, le dimanche 31 mai >>
- Collecte de sang à la Grande Bibliothèque le jeudi 28 mai >>
- Atelier de l'Allée des bouquinistes >>

Quoi de neuf?

- La Journée des musées montréalais, le dimanche 31 mai >>
- Collecte de sang à la Grande Bibliothèque le jeudi 28 mai >>
- BAnQ acquiert les fonds d'archives de Claude Léveillée et d'Yvon Deschamps >>

Mon dossier

Numéro de client :

Mot de passe :

Mot de passe perdu? Vous n'êtes pas abonné? A propos de la sécurité?

Partenaires

Plan du site | Droits d'auteur | Confidentialité | Déclaration de services aux citoyens

© Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Dans la foulée de Bibliothèque et Archives virtuelles du Québec (BAvQ), le portail Internet de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) offre à ses usagers une nouvelle facture graphique depuis juin 2009. Ceci constitue la première phase d'un projet beaucoup plus vaste qui sera complété d'ici 2011.

En gestation depuis plusieurs mois, le projet BAvQ se base sur une redefinition de l'organisation des contenus numériques de l'institution et, surtout, propose une vision unique pour la recherche de documents en provenance des collections ou des fonds d'archives de BAnQ.

Dans cette optique, une spécialiste en architecture de contenus a analysé les faiblesses du portail Internet. Cette analyse a permis de proposer un modèle d'organisation globale de l'information et de corriger certaines lacunes qui faisaient en sorte que les usagers du portail ne pouvaient pas toujours trouver rapidement l'information souhaitée.

Avec ce souci en tête, la nouvelle architecture de contenus offre une page d'accueil allégée, tant au chapitre des options proposées à l'utilisateur qu'en ce qui a trait à la facture graphique. La navigation est maintenant plus facile et la présentation, plus aérée.

Cette page d'accueil renouvelée n'est qu'une première étape, d'autres changements seront dévoilés progressivement au cours des prochains mois. Ainsi, le catalogue Iris subira lui aussi une cure de rajeunissement tandis qu'une fonction de recherche globale plus efficace permettant d'embrasser d'un coup d'œil tous les documents liés à un sujet de recherche sera introduite, et ce, peu importe la source ou la provenance des documents au sein des collections et des fonds d'archives de BAnQ.

La longue marche du bibliothécaire

par MICHÈLE LEFEBVRE, agente de recherche,
Direction de la recherche et de l'édition



Gabriel Naudé, le premier bibliothécaire moderne. Estampe du xvi^e siècle, d'après un original du xiii^e siècle de Claude Méliani. Ne provient pas des collections de BAnQ.

Bibliothécaire... Ce mot renferme mille clichés, du personnage à lunettes un peu poussiéreux au gestionnaire féru d'informatique en passant par l'érudit gardien d'un savoir réservé aux initiés. Toutes ces visions ont un certain ancrage dans la réalité, car le travail du bibliothécaire a évolué au fil du temps, de la bibliothèque d'Alexandrie à la Grande Bibliothèque.

Dès le second millénaire avant Jésus-Christ, en Mésopotamie, d'importantes bibliothèques encyclopédiques voient le jour. On dresse les premiers catalogues de bibliothèque sur des tablettes d'argile. On élabore des listes par sujets afin de faciliter le repérage des ouvrages. En Chine, où les livres existent sous forme de rouleaux, on teinte de différentes couleurs les extrémités des bâtons d'enroulement afin de pouvoir les classer.

Les premiers siècles du Moyen Âge marquent le recul de la culture écrite et donc des bibliothèques, pour longtemps confinées aux monastères. Le mot *armarius*, qui désigne alors le bibliothécaire, tire son origine des armoires, ou coffres fermés à clé, dans lesquelles celui-ci range à plat quelques centaines de livres. La mission du bibliothécaire relève alors davantage de la conservation que de la diffusion.

Avec l'invention de l'imprimerie, l'accroissement du nombre de livres devient exponentiel. Les bibliothèques croulent de plus en plus sous le poids des nouvelles publications. Gabriel Naudé, bibliothécaire de Richelieu puis de Mazarin, publie en 1627 l'*Advis pour dresser une bibliothèque*, qui constitue l'acte de naissance de la bibliothéconomie moderne. Dans un monde qui réserve la connaissance aux seuls puissants, il propose un système de classification du savoir universel intelligible et accessible au plus grand nombre. Il réinvente le rôle du bibliothécaire, le faisant passer de gardien d'un savoir hermétique et élitiste à médiateur entre le livre et le lecteur.

Le bibliothécaire ne peut plus ignorer que la masse des lettrés augmente et cherche à approvisionner la bibliothèque. Pour aider le lecteur à trouver son chemin dans le dédale des livres, il offre des bibliographies sélectives et critiques, il pointe les grands classiques et les essentiels d'une discipline. La progression de la démocratie en Occident entraîne un accès de plus en plus élargi à la bibliothèque; le bibliothécaire doit alors diversifier ses activités pour répondre à de nouveaux publics et organiser des collections grandissantes.

La vocation se transforme en profession. En 1887, Melvil Dewey ouvre la première école de bibliothécaires. Dès 1876, il a élaboré sa fameuse classification décimale, encore en usage aujourd'hui. À Montréal, il participe à la mise au point des premiers cours de bibliothéconomie, offerts en 1904 par l'Université McGill. Marie-Claire Daveluy, Ægidius Fauteux et le père Paul-Aimé Martin fondent en 1937 l'École des bibliothécaires de l'Université de Montréal. Jusqu'aux années 1960, dans un contexte de prédominance du clergé catholique, le programme comporte des cours sur la censure afin de guider le bibliothécaire dans le choix de documents. Il doit éviter de fournir de « mauvaises » lectures à ses usagers. La neutralité du professionnel n'est pas encore acquise au Québec...

Mais peu à peu, la bibliothèque devient un lieu d'accès libre et universel au savoir, où les bibliothécaires s'efforcent par tous les moyens de faciliter la rencontre entre l'individu et le livre. En ce début du xxi^e siècle, le professionnel de l'information est un acteur capital de la démocratisation du savoir. Alors que la masse des connaissances croît sans cesse et que les modes de transmission de ces connaissances se multiplient toujours, le bibliothécaire n'a jamais été plus indispensable. Il acquiert, organise et diffuse de façon intelligible un bouquet touffu d'informations dont tous peuvent profiter. ■

Une invitation de prestige : BANQ au Salon international du livre ancien et de l'estampe, à Paris

par CHRISTINE BOUCHARD, directrice de la programmation culturelle

Le Salon international du livre ancien et de l'estampe réunit à Paris les plus grands marchands, spécialistes et collectionneurs dans les domaines du livre et de l'estampe ainsi qu'un grand nombre de curieux et de passionnés. Rassemblant des trésors du patrimoine culturel mondial, ce salon constitue une des manifestations les plus prestigieuses du monde dans ce domaine. En assurant l'accès à la diversité et en réunissant un nombre impressionnant de livres, de manuscrits, d'autographes, de lettres et de partitions, le salon souhaite également attirer le grand public.

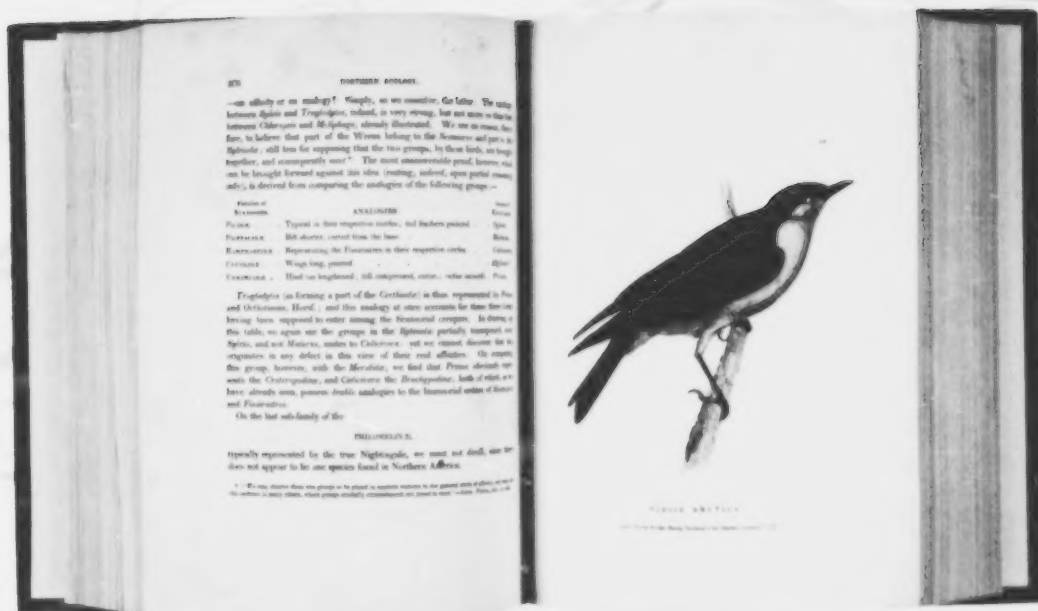
Un comité d'honneur exceptionnel, constitué de personnalités du monde de la littérature, de membres de l'Académie française, d'écrivains, d'historiens et de directeurs de musée, chapeaute l'organisation de cet événement qui rassemble plus de 200 exposants provenant de divers pays.

L'an dernier, 25 000 visiteurs avaient participé à cette manifestation. Cette année, le salon a eu lieu au Grand Palais du 19 au 21 juin 2009. Les Bibliothèques patrimoniales de la Ville de Paris et la Bibliothèque nationale de France ont successivement été les invitées d'honneur en 2007 et en 2008. C'est avec un immense plaisir que Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) a accepté ce prestigieux rôle en 2009.



Jacques Philippe Cornut. *Canadensium plantarum* aliarumque nondum editarum historia. Paris: Simon Le Moyne, 1635, p. 182-183.

Jean Baptiste de La Brosse. *Nehiro-iriniui amiahihe massinahigan*. Québec, Brown et Gilmore, 1767, page de titre



See John Richardson et William Swainson, *Fauna Boreali-Americana*, in: *The Zoology of the Northern Parts of British America: Containing Descriptions of the Objects of Natural History Collected on the Late Northern Land Expeditions Under Command of Captain Sir John Franklin, R. N. Part Second: The Birds*, Londres, John Murray, 1821, p. 208 et pl. 39.

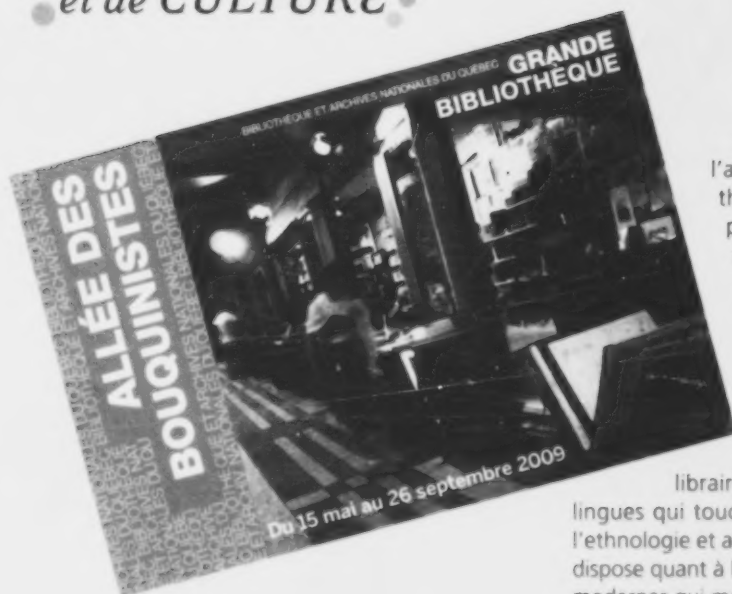
Le Salon international du livre ancien et de l'estampe 2009 avait pour thème principal les relations France-Amérique. C'est en ces mots que Frédéric Castaing, président du salon, en a dressé le portrait : « De l'annonce par Christophe Colomb de sa découverte, au scénario original d'Orson Welles en passant par un poème de Rimbaud, des tracts surréalistes, une édition originale de *L'éducation sentimentale*, un manuscrit de Proust, une lettre de François I^{er}, une partition originale de Maurice Ravel... L'émotion sera au rendez-vous pour tous. »

Pour cette occasion unique, BANQ a présenté l'exposition *Mémoire du Nouveau Monde*, qui met à l'honneur trésors et pièces rares appartenant à sa collection patrimoniale. Parmi ces précieux documents, on a pu admirer le premier traité de botanique de l'Amérique du Nord par Jacques Philippe Cornut (1635), un livre de prière du jésuite Jean-Baptiste de La Brosse, considéré comme l'un des premiers ouvrages imprimés au Québec en langue amérindienne (1767), une édition originale du récit de voyage de l'explorateur Henry Ellis, *Voyage de la baie de Hudson* (1749), la proclamation annonçant une récompense pour l'arrestation de Louis-Joseph Papineau (1837) et une édition originale de *Refus global* (1948).

Par ailleurs, Michel Brisebois, tour à tour libraire spécialisé en livres anciens, conservateur des livres rares de la Bibliothèque nationale du Canada, puis bibliothécaire spécialiste du livre ancien à BANQ, a prononcé une conférence sur les grandes collections de BANQ, leur évolution et le rôle de l'institution en ce qui a trait à la nouvelle réalité du livre ancien au Québec.

La participation de BANQ au Salon international du livre ancien et de l'estampe, à Paris, lui a ainsi permis de faire découvrir la diversité de ses missions, des documents importants de ses collections et quelques-uns des plus de cinq millions de fichiers de sa vaste collection numérique, en accès gratuit sur son portail Internet (www.banq.qc.ca).

Cette invitation de prestige témoigne sans contredit de la reconnaissance internationale de BANQ, qui figure aujourd'hui parmi les plus grandes institutions culturelles au monde. Ce rayonnement international permet au Québec de faire découvrir à un public plus étendu la richesse de son patrimoine culturel. ■



L'ALLÉE DES BOUQUINISTES : UN CARREFOUR DE RENCONTRES

par ÉRIC FONTAINE, rédacteur-reviseur,
Direction de la programmation culturelle

Devant le succès du projet pilote de l'an dernier, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) a une fois de plus choisi d'inviter des bouquinistes à s'installer pour la belle saison dans l'avenue Savoie, qui donne sur la façade ouest de la Grande Bibliothèque. Depuis le 15 mai et jusqu'au 26 septembre 2009, amoureux du livre, visiteurs, promeneurs, festivaliers, touristes, collectionneurs, bibliophiles et amateurs de livres et de documents anciens peuvent deambuler dans l'avenue Savoie à la recherche d'un livre ancien d'occasion, d'une estampe ou d'une gravure. Les stands des bouquinistes sont ouverts le vendredi de 17 h à 22 h et le samedi de 10 h à 22 h.

Les libraires qui étaient déjà présents l'année dernière ont accepté avec enthousiasme l'invitation de BANQ de participer de nouveau à cette belle expérience. Nelson Cazeils, de la Boutique Nouvelle-France, offre gravures, estampes, images d'Épinal originales, cartes géographiques, cartes postales, affiches, brochures, livres des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, bandes dessinées, journaux, revues et photographies. Francisco Uribe,

libraire, propose des livres anciens multilingues qui touchent à la littérature, à l'histoire, à l'ethnologie et aux sciences naturelles. François Côté dispose quant à lui d'un inventaire de livres anciens et modernes qui met l'accent sur les arts et la littérature au Québec. De son côté, la librairie encyclopédique Mona lisait vend livres anciens ou récents dans les domaines de la littérature québécoise et de la littérature universelle. Enfin, la librairie Bonheur d'occasion se concentre sur la littérature québécoise, la poésie, l'histoire et la sociologie. Ces bouquinistes ont tous en commun d'avoir déjà pignon sur rue, de faire le commerce des livres d'occasion depuis au moins cinq ans et de ne pas vendre de surplus d'inventaire d'éditeurs ni de livres soldés.

BANQ a également cherché à rendre la visite plus conviviale en améliorant l'aménagement de l'allée et des espaces destinés aux bouquinistes. On a notamment installé des panneaux de signalisation à l'entrée, près du boulevard De Maisonneuve Est, et tout le long de l'avenue, ainsi qu'un système d'éclairage d'ambiance. Presse Café a aussi ouvert une terrasse, complément parfait aux recherches des bibliophiles.

Cette année, l'Allée des bouquinistes offre une programmation d'activités culturelles enrichie qui se poursuit tout l'été. Ces activités gratuites ont lieu dans l'Atelier, un endroit réservé aux activités d'animation attendant aux stands des bouquinistes. Tous les samedis de 13 h à 18 h, le public est invité à célébrer le livre sous divers aspects. Les samedis 18 juillet, 22 août et 19 septembre, la Confrérie de la librairie ancienne du Québec (CLAQ) présentera un atelier intitulé « L'art d'apprécier la valeur de vos documents anciens ».

Comptes rendus de lectures

Les samedis 29 août et 26 septembre, Catherine Gaumerd (Atelier Catherine Gaumerd) animera un atelier intitulé « La reliure d'art : le livre sous toutes ses coutures ». Josée Roberge, de l'atelier Aux mille et une feuilles, animera le même atelier le samedi 25 juillet. Les samedis 11 juillet, 15 août et 12 septembre, ce sera au tour du Centre d'archives de Montréal de diriger un atelier intitulé « Les archives : des ressources précieuses pour les publications ».

Au début de chaque mois, une proposition tournée vers un public de tous les âges viendra ponctuer la programmation mensuelle régulière : Luc Saucier, calligraphe (« La calligraphie ou le geste d'écrire », le 4 juillet), Denise Lapointe, de la Papeterie Saint-Armand (« Le papier et tous ses secrets », le 5 septembre), et le Club des cartophiles québécois (« La carte postale, un voyage instantané dans le passé », les 1^{er} et 8 août) feront partager leur passion aux visiteurs.

Véritable carrefour de rencontres, l'Allée des bouquinistes respecte les plans d'origine de la Grande Bibliothèque, qui comportaient l'idée d'offrir des activités d'animation sur une base régulière, de créer une dynamique nouvelle dans le secteur de la rue Saint-Denis, de la place Paul-Émile-Borduas et de la rue Berri et d'attirer un nouveau public à la Grande Bibliothèque. Elle a doublement atteint ses objectifs, car le projet est non seulement devenu un important levier de développement dans le quartier, il est aussi lié à une des missions de BANQ, qui consiste à préserver le patrimoine imprimé québécois.

Ce projet de revitalisation urbaine a reçu l'appui de l'arrondissement de Ville-Marie et de la Ville de Montréal, mais BANQ collabore également avec la Société de développement du Quartier latin afin de faire adopter par l'administration municipale un programme de revitalisation des commerces de la rue Saint-Denis et, éventuellement, d'obtenir la fermeture partielle de l'avenue Savoie à la circulation automobile. Si BANQ est une institution nationale qui rayonne dans toute la province, l'Allée des bouquinistes est la preuve qu'elle s'inscrit aussi dans un quartier et au cœur même de la vie urbaine de Montréal. ■

Blasselle, Bruno, Histoire du livre, Paris, Gallimard, 2008.

ISBN 978-2-07-0122479

L'histoire du livre depuis ses débuts dans l'Antiquité jusqu'à son devenir numérique est présentée dans cet ouvrage de Bruno Blasselle qui fusionne et renouvelle les deux volumes parus en 1997. Ce titre « Hors série » de la collection « Découvertes Gallimard » offre un parcours structuré de l'évolution du livre, divisant le contenu en grandes sections thématiques traitant, par exemple, des origines du livre, de l'imprimerie, de la censure, de l'industrialisation ou de l'avenir du support papier. D'abondantes illustrations appuient les textes et contribuent à rendre ce livre accessible. Des témoignages et des documents offerts en annexe permettent d'approfondir certains aspects de l'ouvrage.



Université d'été de la bande dessinée, L'état de la bande dessinée : vive la crise?, Bruxelles, Les Impressions nouvelles, 2009.

ISBN 978-2874490613

« Vive la crise ? » tel était le thème de la troisième Université d'été de la bande dessinée, qui s'est déroulée à Angoulême en 2008. Ce point d'interrogation, plus paradoxal que provocateur, est bien illustré par les communications, chocs d'idées et débats recueillis dans ce livre, où il est question de la prolifération de la bande dessinée dans le marché actuel. Devant la croissance du nombre de titres publiés, éditeurs, libraires, journalistes et spécialistes y vont de leurs avis divergents et ouvrent le débat sur les effets d'une production plus importante. Y a-t-il dilution de la qualité artistique dans cette « surproduction » ? Les mangas représentent-ils une véritable menace pour le marché franco-belge ? Selon certains auteurs, cette mutation profonde est peut-être l'occasion d'une consolidation du neuvième art, d'une adaptation du milieu de l'édition, d'un élargissement de l'offre et du lectorat ainsi que d'une professionnalisation de la chaîne du livre.

L'ÉTAT DE LA BANDE DESSINÉE



Schneider, Annie et Jérémie Bouillon, Le livre objet d'art, objet rare, Paris, La Martinière, 2008.

ISBN 978-2-7324-3756-9

L'ère du numérique nous rappelle, par contraste, la fonction d'objet du livre, les qualités artisanales qui font la beauté du support et auxquelles la numérisation ne peut rendre justice. Ce sont ces talents que ce « beau livre » nous présente : fabrication du papier, typographie, reliure et ornementation, sans oublier l'art du collectionneur bibliophile, du libraire ou du bibliothécaire. On aborde successivement ces métiers en mettant l'accent sur l'évolution historique, de même que sur les modulations techniques qui ont ponctué les siècles. Cet ouvrage documente les composantes du livre-objet par autant de descriptions éclairantes, de reproductions et de photographies, donnant ainsi à voir toutes les richesses de l'art du livre. De nos jours, peu d'artisans continuent de pratiquer les métiers du livre que l'automatisation a largement transformés, mais certains s'attachent à faire perdurer le caractère singulier de ces œuvres d'art.



par GENEVIÈVE RAYMOND, bibliothécaire,
Direction des services aux milieux documentaires

CALENDRIER culturel



par la Direction de la programmation culturelle

(juillet, août, septembre, octobre 2009)

EXPOSITIONS

À la Grande Bibliothèque

**L'Institut canadien de Montréal :
tolérance et liberté de penser**

Jusqu'au 9 août 2009

Collection nationale, niveau 1

**Le goût de l'encre – Rétrospective
Monique Charbonneau**

Jusqu'au 16 août 2009

Salle d'exposition principale, niveau M

La maison aux mille et une rencontres

Jusqu'au 19 août 2009

Hall

Virginia, messagère des étoiles

Jusqu'au 25 octobre 2009

Espace Jeunes, niveau M

Cosmogonies des Premières Nations

Jusqu'au 15 novembre 2009

Section Arts et littérature, niveau 1

Vitrines, niveaux 1 à 4

Une encyclopédie vivante du peuple –

**Les almanachs québécois
du XVIII^e au XX^e siècle**

Du 18 août 2009 au 28 mars 2010

Collection nationale, niveau 1

**Les éditeurs québécois et l'effort
de guerre – 1940-1948**

Du 22 septembre 2009 au 28 mars 2010

Salle d'exposition principale, niveau M

Au Centre d'archives de Montréal

**École des hautes études commerciales
de Montréal – Vocation d'origine
du Centre d'archives de Montréal**

En permanence

**L'État et le citoyen : du Régime français
à la Révolution tranquille**

Jusqu'au 17 janvier 2010

Salle d'exposition principale

La traversée des manuscrits

Jusqu'au 17 janvier 2010

Salle d'exposition principale

Les chemins des Cantons-de-l'Est

Du 10 septembre 2009 au 10 janvier 2010

Au Centre d'archives de Québec

**Québec-Montréal – Petites histoires
d'une capitale et d'une métropole**

Jusqu'au 25 octobre 2009

Au Centre d'archives de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec

**Rouyn et Noranda : villes jumelles...
non identiques!**

En permanence

L'Abitibi-Témiscamingue dans le trafic

Du 5 octobre 2009 au 4 octobre 2010

Au Centre d'archives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

**Naviguer sur le fleuve au temps passé –
1860-1960**

Du 6 juillet au 18 décembre 2009

Au Centre d'archives de la Côte-Nord

La Côte-Nord : histoire d'une conquête

Du 28 septembre 2009 au 24 septembre 2010

Au Centre d'archives de l'Outaouais

**Négoce, convoitise et pouvoir –
Jean-Louis Fornel et les rivalités de
la bourgeoisie marchande au XVIII^e siècle**

Jusqu'au 27 septembre 2009

Dans les Vitrines du Centre d'archives,
de généalogie et d'histoire

Images d'enfant

Du 6 octobre 2009 au 25 avril 2010

Dans les Vitrines du Centre d'archives,
de généalogie et d'histoire

Au Centre d'archives de la Mauricie et du Centre-du-Québec

À la découverte de nos archives

Jusqu'au 6 décembre 2009

ACTIVITÉS

À l'Auditorium de la Grande Bibliothèque

**Une encyclopédie vivante du peuple –
Origines, évolution et originalité
des almanachs canadiens-français
du XVIII^e au XX^e siècle**

Conférencier : Hans-Jürgen Lüsebrink

Le mardi 18 août de 19 h à 20 h 30

Pour plus d'information et pour la liste complète des activités, notamment dans le cadre du Festival international de littérature (FIL) et des Journées de la culture, consultez le **Calendrier des activités publiques de Bibliothèque et Archives nationales du Québec** sur le portail de BAnQ, au www.banq.qc.ca.

La bataille des mémoires – La Deuxième Guerre mondiale et le roman français

Conférencier : Yan Hamel

Le mardi 27 octobre de 12 h 15 à 13 h 15

Le ciel de Galileo Galilei

Conférencier : Pierre Chastenay

Le mardi 29 septembre de 19 h à 20 h 30

Réflexions sur...

Le territoire montréalais avant 1930

Conférenciers : chercheurs du projet « Histoire de la région montréalaise des origines à nos jours »
Le mardi 13 octobre de 12 h 15 à 13 h 15

**Visite-conférence de l'exposition
Les éditeurs québécois et l'effort
de guerre – 1940-1948**

Conférencier : Jacques Michon

Le jeudi 29 octobre de 19 h à 20 h 30

LECTURES PUBLIQUES

**Poésie et jazz – Quatre saisons,
quatre couleurs, quatre lumières**

Les poètes Herménégilde Chiasson, Louise Desjardins, Anthony Phelps et Carolyn Maria Souaid en compagnie du Trio Daniel Lessard
Le dimanche 20 septembre de 19 h 30 à 20 h 30

Colette

Interprète : Françoise Faucher

Le mercredi 21 octobre de 19 h 30 à 20 h 30

CLUB D'ÉCOUTE

**À la rencontre du compositeur
Gilles Tremblay**

En collaboration avec la Société de musique contemporaine du Québec
Le jeudi 17 septembre de 19 h à 20 h 30

Musique du monde

Avec Dan Behrman

Le jeudi 15 octobre de 19 h à 20 h 30

THÉÂTRE À LIRE

En compagnie de Jasmine Dubé

Le mercredi 7 octobre de 19 h 30 à 21 h

MANIFESTATIONS SPÉCIALES

L'Allée des bouquinistes

Jusqu'au 26 septembre 2009

Le vendredi de 17 h à 22 h

et le samedi de 10 h à 22 h

Avenue Savoie, façade ouest de
la Grande Bibliothèque

ANIMATIONS

(À l'Atelier de l'Allée des bouquinistes)

La calligraphie ou le geste d'écrire

Le samedi 4 juillet de 13 h à 18 h

Animation : Luc Saucier, calligraphe

**Les archives : des ressources
précieuses pour les publications**

Les samedis 11 juillet, 15 août et 12 septembre
de 13 h à 18 h

Animation : Marie-Pierre Nault et Daniel Filion
(Centre d'archives de Montréal)

**L'art d'apprécier la valeur
de vos documents anciens**

Les samedis 18 juillet, 22 août et 19 septembre
de 13 h à 18 h

Animation : Confrérie de la librairie ancienne
du Québec

**La reliure d'art : le livre sous toutes
ses coutures**

Les samedis 25 juillet, 29 août et 26 septembre
de 13 h à 18 h

Animation : Catherine Gaumerd (Atelier Catherine
Gaumerd) et Josée Roberge (Atelier Aux mille et
une feuilles)

**La carte postale, un voyage instantané
dans le passé**

Les samedis 1^{er} et 8 août de 13 h à 18 h

Animation : Club des cartophiles québécois

Le papier et tous ses secrets

Le samedi 5 septembre de 13 h à 18 h

Animation : Denise Lapointe (Papeterie
Saint-Armand)

ACTIVITÉS JEUNESSE

À l'Espace Jeunes de la Grande Bibliothèque

**Camp littéraire de
la Grande Bibliothèque**

Du 6 juillet au 14 août 2009

SPECTACLES

Mission Planète Alliage

(6 ans et plus)

Production des Jeunesses musicales du Canada
Distribution : Dan Tremblay, Claudine Rioux
et Martin Ringuette

Le dimanche 20 septembre de 15 h à 16 h

À l'Auditorium, rez-de-chaussée

**DANS LE CADRE DE LA SEMAINE
DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES**

**Kamo – L'idée du siècle : une lecture-
spectacle du roman de Daniel Pennac**

(9 ans et plus)

Production du Théâtre Galiléo

Distribution : Vincent Magnat, Charmaine
Leblanc, Michoue Sylvain

Le dimanche 18 octobre de 13 h 30 à 14 h 30

À l'Auditorium, rez-de-chaussée

**EN COMPLÉMENT DES EXPOSITIONS
Des étoiles plein les yeux**

(8 à 12 ans)

Atelier-découverte sur l'astronomie
avec Jean-Pierre Urbain

Les dimanches 19 juillet, 23 août
et 20 septembre de 13 h 30 à 15 h

Au Théâtre Inimagimô et à l'Atelier de créativité

Coup d'œil sur les acquisitions patrimoniales

par DANIEL CHOUINARD, coordonnateur, achats, dons et échanges, Direction des acquisitions de la collection patrimoniale, et FRANÇOIS DAVID, archiviste-coordonnateur, Centre d'archives de Montréal, avec la collaboration de LOUISE-HÉLÈNE AUDET, archiviste, Centre d'archives de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, de NATHALIE GÉLINAS, archiviste, Centre d'archives de l'Outaouais, de SYLVIE FOURNIER, directrice des acquisitions de la collection patrimoniale, et d'HÉLÈNE FORTIER, archiviste, Direction des acquisitions de la collection patrimoniale

PARMI LES NOMBREUX DOCUMENTS PATRIMONIAUX QUI ENRICHISSENT RÉGULIÈREMENT LES COLLECTIONS DE BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (BANQ) SE TROUVENT FORCÉMENT DES PIÈCES QUI, EN RAISON DE LEUR RARETÉ, DE LEUR VALEUR OU DE LEUR ORIGINALITÉ, MÉRITENT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE. COUP D'ŒIL SUR LES PLUS BELLES ACQUISITIONS DES DERNIERS MOIS...

Un art sous toutes ses formes

Conservé au Centre d'archives de l'Outaouais, le fonds du Conseil de la sculpture du Québec témoigne des enjeux politiques, sociaux et économiques de la sculpture au Québec ainsi que des formes d'expression de cet art au cours des 40 dernières années. Fondé en 1961, cet organisme a appuyé plusieurs revendications, entre autres la reconnaissance du statut des artistes, la hausse de leur niveau de vie et la protection du droit d'auteur.

Outre les documents administratifs usuels (procès-verbaux, rapports annuels, bulletins d'information), ce fonds contient notamment des dossiers d'artistes, des photographies d'œuvres et d'activités ainsi que le code d'éthique des sculpteurs. Les sculpteurs Armand Vaillancourt, Tatiana Demidoff Seguin, Louise Pagé, Dominique Carreau et Armand Destroismaisons comptent parmi les artistes qui ont contribué au rayonnement de cet organisme et à la renommée de cet art au Québec.

Romance abitibienne

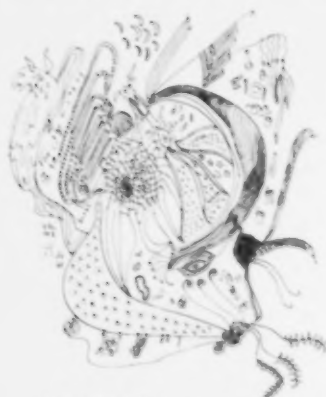
Photo-roman (romance abitibienne) est une œuvre littéraire collective décrite comme « un retour sur le passé de l'Abitibi, romance naïve et drolatique, mélodrame fiévreux jusqu'à l'émportement », réalisée par une centaine d'artistes réunis autour de l'auteur-scénariste Jeanne-Mance Delisle, du metteur en scène Réjean Roy et du photographe François Ruph. Le fonds d'archives acquis récemment comprend le manuscrit et les photographies de cette intrigue romanesque inédite.

L'univers romanesque et poétique de Louise Desjardins

Louise Desjardins est native de Rouyn-Noranda. Poète, romancière et traductrice, elle a surtout publié des recueils de poésie. Cet ajout à son fonds d'archives comprend les derniers manuscrits littéraires de l'auteure, dont ceux du *Fils du Che* et de *La nouvelle catastrophe*, de la correspondance, plusieurs dessins et gravures ainsi que des documents audiovisuels qui retracent sa participation à de nombreuses activités du milieu littéraire régional, national et international. Cette documentation témoigne de l'abondance et de la diversité de l'œuvre de Louise Desjardins.



Depilant de l'exposition Québec en 3D organisée par le Conseil de la sculpture du Québec en collaboration avec la Délégation du Québec, à Paris, en 1986. Centre d'archives de l'Outaouais, fonds Conseil de la sculpture du Québec.



Poème et dessin à l'encre de Louise Desjardins, 4 novembre 1985. Centre d'archives de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, fonds Louise Desjardins.



Claude Léveillée en répétition à l'occasion des festivités entourant la Saint-Jean-Baptiste, juin 2000. Photographie non identifiée. Centre d'archives de Montréal, fonds Claude Léveillée.

L'imposante carrière de Claude Léveillée

BAnQ a récemment procédé à l'acquisition du fonds d'archives d'une figure marquante de la chanson québécoise, Claude Léveillée. Imposant par la quantité et la qualité des documents qu'il contient, ce fonds d'archives offre un corpus documentaire complet de l'œuvre de création de ce grand artiste. Il porte sur l'ensemble de ses activités en tant que compositeur, interprète et comédien, de même que sur la gestion professionnelle de sa carrière en Amérique et en Europe. Il contient notamment des textes manuscrits et tapuscrits d'un grand nombre de ses compositions, dont *Adagio for a woman*, *Les amoureux de l'an 2000*, *Les anges blancs*, *Armand et Juliette*, *Bonhomme hiver*, *Cheval de bois*, *Emmène-moi au bout du monde*, *Les enfants et la pluie*, *L'étoile d'Amérique*, *Frédéric* et plusieurs textes de chansons inédites.

On y trouve également une imposante correspondance, dont plusieurs lettres échangées avec des personnalités du milieu artistique avec qui il a collaboré, y compris quelques mots de la main de la célèbre Édith Piaf. Ce fonds illustre également sa longue et fructueuse carrière au moyen de plus de 3000 photographies, négatifs et diapositives. On y voit notamment Claude Léveillée au début de sa carrière dans la pièce *Orion le tueur*, dans l'émission *Domino* alors qu'il crée son personnage de Clo-Clo, quelques années plus tard lors d'une tournée en Russie, puis lors du spectacle *Le temps d'une saison*, en 1976, avec Félix Leclerc. Les documents sonores contiennent des pièces instrumentales et des chansons, dont certaines inédites, ainsi que des concerts présentés à la radio, à la télévision ou devant public, de même que des trames musicales de pièces de théâtre et de comédies musicales.



Pierre Morency, 1980. Photographie : Anne-Marie Guérineau. Centre d'archives de Montréal, fonds Pierre Morency.

L'œuvre de Pierre Morency

BAnQ a récemment acquis le fonds d'archives de l'écrivain Pierre Morency. C'est après quelques années d'enseignement et d'activités théâtrales que Pierre Morency devient auteur et chroniqueur radiophonique à Radio-Canada. Il s'illustre aussi au théâtre avec son adaptation de *Charbonneau et le Chef* et sa pièce *Les passeuses*. Son activité dans le milieu littéraire l'amène, entre autres choses, à organiser des spectacles de poésie et à fonder la revue *Inédits*. En 1989, il amorce avec *L'œil américain : histoires naturelles du Nouveau Monde* la publication d'une série d'ouvrages sur ses expériences de naturaliste et d'observateur, ouvrages qui traitent, sur un mode littéraire, des plantes, des oiseaux et des paysages du Québec. Le fonds d'archives de Pierre Morency contient plusieurs versions de ses œuvres, de nombreux poèmes, des dessins, une volumineuse correspondance, des documents audiovisuels, des papiers personnels ainsi que plusieurs photographies.

L'État québécois s'affiche

À l'occasion d'une vente aux enchères tenue à New York le 5 février dernier, BAnQ a pu acquérir deux superbes spécimens d'affiches publiées par le gouvernement du Québec dans les années 1940. La première affiche, à vocation touristique, montre un village québécois avec, à l'arrière-plan, un navire voguant sur le fleuve Saint-Laurent. L'illustration est l'œuvre de l'artiste Ernest Senécal (1894-1979). L'autre affiche, intitulée *Le feu est la perte de nos richesses*, a été produite par le département des Terres et Forêts afin de sensibiliser le public aux ravages causés par les incendies en milieu forestier. On sait malheureusement peu de choses



M. A. Trépanier. *Le feu est la perte de nos richesses*, affiche, Québec, Service de la protection, Province de Québec, 194-7 68 x 51 cm.

à propos de l'illustrateur, un certain M. A. Trépanier. Ce sont toutefois deux pièces qui documentent de façon éloquente la production graphique de l'État québécois dans la première moitié du ^{xx}e siècle.

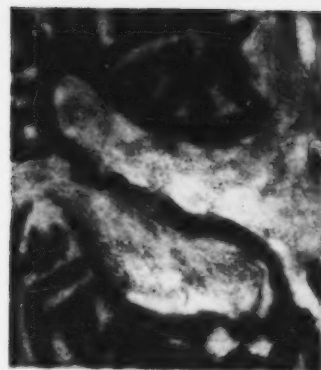
Œuvres libertines et mandements aux enchères

Lors de la vente de la collection de Jean Leduc, tenue à l'Hôtel des Encans de Montréal le 11 février, BAnQ a fait des acquisitions pour le moins contrastées. Elle a ainsi obtenu l'édition originale d'un roman libertin de Restif de la Bretonne intitulé *Lucile, ou les progrès de la vertu* (1768), dont l'intérêt pour BAnQ réside dans la fausse adresse bibliographique donnant Québec comme lieu de publication. Dans les faits, cet ouvrage a bel et bien été publié à Paris. On peut penser que la mention de la ville de Québec sur la page de titre de l'ouvrage visait à détourner l'attention de la censure française.

BAnQ a aussi mis la main sur un lot de cinq mandements publiés dans les années 1830 par M^{rs} Bernard-Claude Panet et Joseph Signay, évêques du diocèse de Québec. Même s'il ne fait qu'une trentaine de pages au total, ce lot de cinq pièces s'est vendu presque trois fois plus cher que le roman de Restif de la Bretonne. Les enchères, faut-il le rappeler, sont par nature imprévisibles.

Acquisition d'estampes de Paul Cloutier

C'est avec beaucoup de satisfaction que BAnQ a récemment conclu l'acquisition d'un lot de près de 190 estampes de Paul Cloutier, artiste né en 1946 à Montmagny. Ayant d'abord acquis une formation de peintre et de sculpteur, Paul Cloutier a commencé à étudier la gravure vers 1975 et a décidé de s'y consacrer 10 ans plus tard. L'utilisation de la technique de la collagraphie lui permet de marier l'art du dessinateur



Paul Cloutier. *L'un dans l'autre*, estampe, Montréal, Atelier circulaire, 1992, 57 x 38 cm.

à celui du sculpteur : à la matrice gravée peuvent ainsi être ajoutés divers matériaux de façon à créer des effets de relief. Grâce à cette acquisition, de nombreuses facettes de l'imposant œuvre gravé de Paul Cloutier seront désormais représentées dans les collections de BAnQ.

Place à la reliure d'art

Le 2 février dernier, le Comité d'acquisition de reliures d'art a tenu sa réunion annuelle afin d'analyser les reliures reçues dans le cadre du Programme d'acquisition de reliures d'art de BAnQ. Les membres de ce comité ont recommandé l'acquisition de six reliures réalisées entre autres par Diane André, Nicole Billard, Lise Dubois et Hélène Francœur. Ce programme annuel vise entre autres à enrichir la Collection patrimoniale par l'acquisition d'œuvres qui témoignent de façon significative de l'évolution de la reliure d'art contemporaine.

1836, année bissextile

En examinant le *Calendrier du Bas-Canada pour l'année bissextile 1836* que BAnQ a récemment acquis grâce à un don de Claude Juneau, on apprend une foule de choses. Cette feuille grand format (74 x 52 cm) indique notamment pour chaque jour de l'année les célébrations religieuses, les événements marquants de l'histoire ainsi que les heures de lever et de coucher du soleil. On trouve aussi dans la partie supérieure du calendrier la liste des signes astrologiques, la légende des symboles utilisés pour indiquer les phases de la lune, les fêtes mobiles, les dates de début des saisons ainsi que celles des éclipses de soleil et de lune. Quant à la partie inférieure de la feuille, elle comprend un « Tableau des comtés, Membres, Paroisses et Curés, et Townships du Bas-Canada », une « Table des marées les jours des Nouvelles et Pleine Lune » ainsi qu'un tableau intitulé « Termes des cours de justice » qui donne les dates et les lieux des séances des divers tribunaux pour toute l'année. C'est donc le contenu d'un véritable almanach que l'on trouve assemblé sur cette unique feuille qui a en outre le mérite d'être une production typographique très intéressante, remarquable notamment par ses ornements, sa mise en page et la taille des caractères employés. ■

Les trésors

de Bibliothèque et Archives nationales du Québec



Ernest Senécal, *Visitez la
Province de Québec / Visit
la Province de Québec*
affiche, Québec, Office
du tourisme de la Province
de Québec, vers 1948
91 x 61 cm